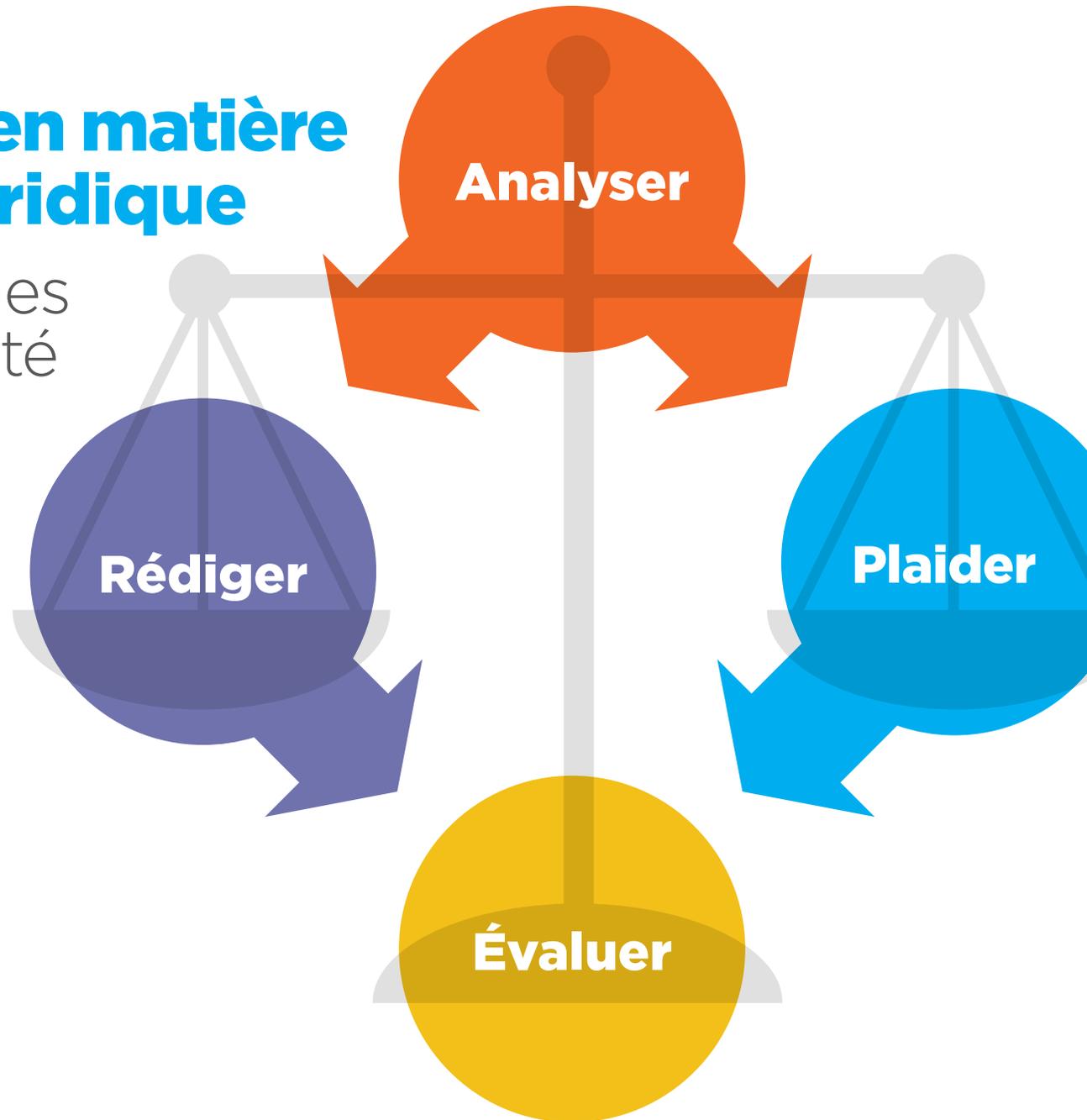




# Guide d'action en matière de plaidoyer juridique

Stratégies juridiques  
en matière de santé  
publique et de  
responsabilité  
du secteur privé



Ce document a été  
conçu afin d'être  
utilisé avec le  
**Guide d'action de  
plaidoyer de GHAI.**



## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

3

**Plaider**

4

**Évaluer**

## Remerciements

Ce guide a été principalement rédigé par Kate Konopka, directrice juridique de GHAI, Gianella Severini, coordinatrice juridique de GHAI, et Nayib Chalela, consultant juridique de GHAI, et a pu voir le jour grâce aux contributions de María Lujan Abramo, Berta Bekele Deribe, Juan Carballo, Robert Eckford, Aaron Emmel, Aura Guerrero, Mikateko Mafuyeka, Rhia Muhi, Elinami Mungure, Daniel Ogunniyi, Jen Patterson, Verónica Poyano, Vandana Shah, Ranjit Singh, Patricia Sosa et Shani Winterstein.

## À propos de Global Health Advocacy Incubator

**Global Health Advocacy Incubator** (GHAI) fait appel au pouvoir de plaider dans le but de réduire le nombre de décès évitables ainsi que pour améliorer le niveau de santé à grande échelle en faisant évoluer les politiques et en renforçant les systèmes. Nous soutenons les organisations de la société civile et les mouvements de plaidoyer afin que soient adoptées des politiques de santé publique qui permettent de sauver des vies, de réduire les maladies et de prévenir les blessures, d'augmenter les investissements dans le domaine de la santé publique ainsi que de bâtir un avenir plus sain et plus équitable pour tous. Pour obtenir de plus amples informations, consultez le site [www.advocacyincubator.org](http://www.advocacyincubator.org).

Copyright © 2025 Global Health Advocacy Incubator (GHAI), une initiative de la Campaign for Tobacco-Free Kids. Le présent document ne peut être publié, diffusé, partagé et utilisé qu'avec une attribution complète au GHAI. Le document ne peut être modifié, adapté ou altéré de quelque manière que ce soit sans le consentement du GHAI.





## Introduction

1

Analyser

2

Rédiger

3

Plaider

4

Évaluer



## Introduction

La mise en place de stratégies juridiques est essentielle pour obtenir des résultats durables en matière de santé publique. Ces stratégies doivent être mises en œuvre tout au long du processus de plaidoyer afin de faire évoluer les politiques, de contrer l'opposition aux avancées en matière de santé publique ainsi que pour demander des comptes aux industries du secteur privé dont les activités nuisent à la santé.

Ce guide, qui s'appuie sur l'expérience acquise par Global Health Advocacy Incubator (GHA) dans divers pays et contextes, sert de manuel aux équipes juridiques et de plaidoyer. Il vise à les aider à mobiliser le pouvoir du droit afin de renforcer leurs actions de plaidoyer et d'obtenir de meilleurs résultats en matière de santé publique. Il fournit des outils et des méthodes qui permettent aux juristes de contribuer à la promotion de la santé publique et à la responsabilisation de l'industrie, et identifie les corps de lois et les sources de soutien susceptibles de soutenir ces stratégies.

**Ce guide n'est pas exhaustif. GHA développe et gère d'autres ressources juridiques susceptibles d'approfondir et d'élargir davantage le champ d'action juridique. N'hésitez pas à nous contacter si vous avez des questions ou souhaitez obtenir des informations supplémentaires.**

Ce guide est un complément au [Guide d'action de plaidoyer de GHA](#), une approche globale de la planification et de la mise en œuvre des activités de plaidoyer. Ce guide s'appuie sur ces bases et se focalise sur l'utilisation de voies et de stratégies juridiques afin de faire progresser et de préserver les changements politiques, ainsi que de renforcer la responsabilité de l'industrie.

Ce guide explique aux personnes engagées dans le plaidoyer la procédure à suivre pour :

- Analyser le contexte juridique et politique de la juridiction concernée afin d'évaluer la faisabilité de certaines voies juridiques.
- Élaborer des lois et des règlements étayés par des données probantes solides afin d'améliorer les résultats en matière de santé publique.
- Mettre en place des litiges stratégiques pour promouvoir et protéger les objectifs de santé publique, tout en tenant responsables les industries du secteur privé dont les activités sont nuisibles à la santé.

## Introduction

1

### Analyser

#### ÉTAPE 1

Évaluation juridique

#### ÉTAPE 2

Cartographie des parties prenantes

#### ÉTAPE 3

Définition de votre objectif

2

### Rédiger

#### ÉTAPE 1

Choisir un instrument juridique

#### ÉTAPE 2

Évaluer les pratiques et les modèles

#### ÉTAPE 3

Recueillir des preuves

#### ÉTAPE 4

Utiliser un langage efficace

#### ÉTAPE 5

Collaborer

#### ÉTAPE 6

Surveillance et application

#### ÉTAPE 7

Réduire les risques juridiques

3

### Plaider

#### ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

#### ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

#### ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

#### ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

#### ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

#### ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

#### ÉTAPE 7

Évaluer les risques

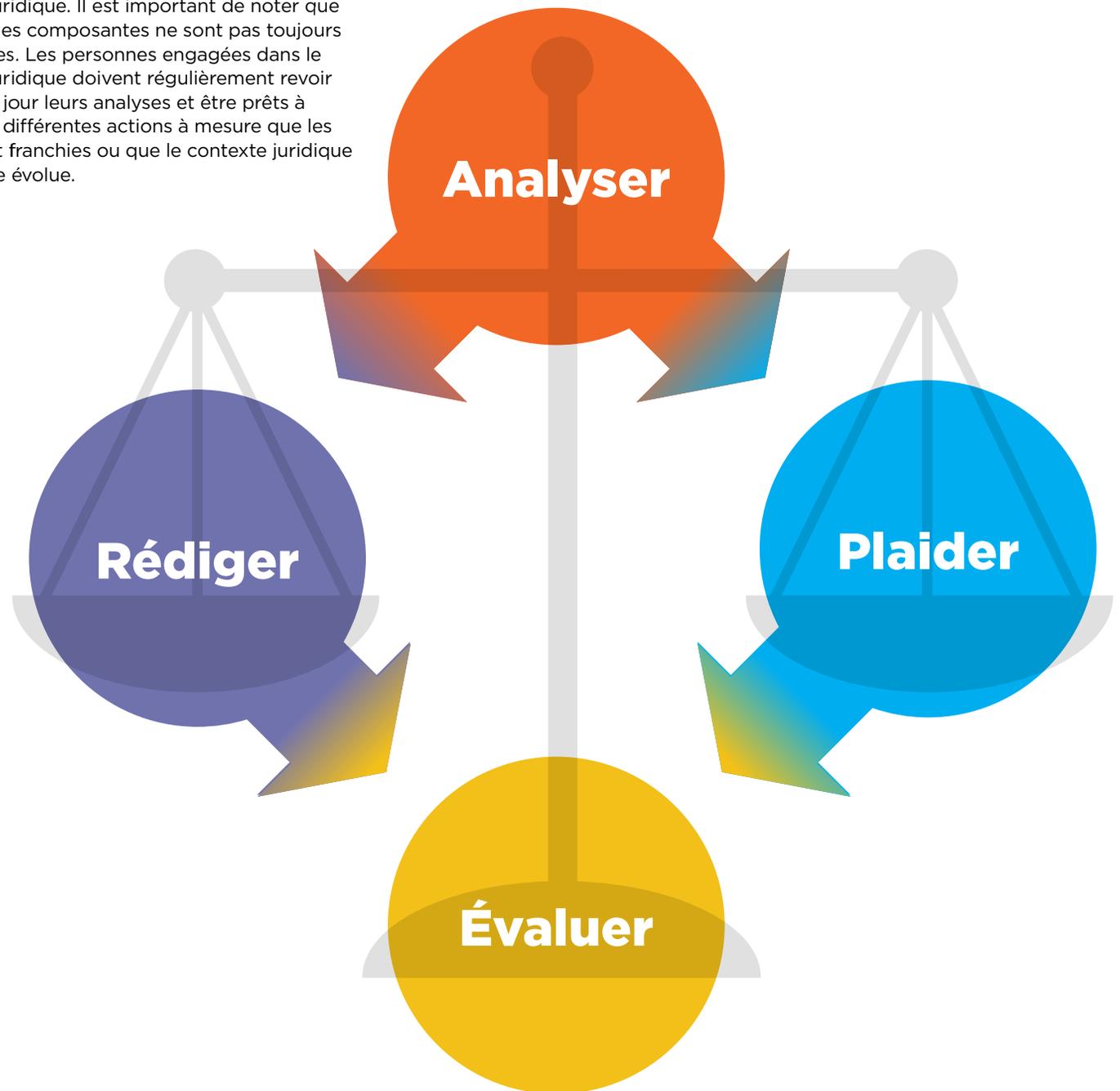
#### ÉTAPE 8

Communication et médias

4

### Évaluer

Chaque composante complète les autres, se renforçant et s'enrichissant mutuellement tout au long du parcours dynamique et interconnecté du plaider juridique. Il est important de noter que ces stratégies composantes ne sont pas toujours séquentielles. Les personnes engagées dans le plaider juridique doivent régulièrement revoir et mettre à jour leurs analyses et être prêts à s'adapter à différentes actions à mesure que les étapes sont franchies ou que le contexte juridique ou politique évolue.



## Introduction

1

### Analyser

ÉTAPE 1

Évaluation juridique

ÉTAPE 2

Cartographie des parties prenantes

ÉTAPE 3

Définition de votre objectif

2

### Rédiger

3

### Plaider

4

### Évaluer

# Chapitre 1

## Analyser

Pour mener une action juridique efficace, il est nécessaire de bien comprendre ce qui est possible dans le contexte où l'on travaille. Le guide d'action de plaider de GHA! décrit le processus d'analyse du contexte national. Ce chapitre approfondit le sujet et vous guide à travers une évaluation juridique approfondie et une cartographie des parties prenantes afin d'évaluer la faisabilité et l'efficacité de certaines voies juridiques.

Cette analyse est essentielle pour les actions juridiques :

- Permet **d'élaborer des textes juridiques** solides qui s'appuient sur l'ensemble du corpus législatif de la juridiction, sont conformes à celui-ci et s'appuient sur des arguments juridiques convaincants pour les principales parties prenantes et les personnes décisionnaires.
- Fournit une base essentielle et des éléments indispensables à la réussite d'une stratégie de **litige stratégique**. La réussite d'un litige repose largement sur une compréhension approfondie du système juridique, de ses acteurs et de ses cadres réglementaires.

### Qu'est-ce qu'une analyse juridique et pourquoi est-ce important ?

Une analyse juridique implique un examen approfondi du cadre légal d'une juridiction, incluant ses lois et règles de fond, ainsi que ses règles de procédure. Elle comprend également une cartographie des parties prenantes pour identifier les stratégies juridiques les plus réalisables et efficaces à adopter dans le but d'atteindre des objectifs de santé publique.

## ÉTAPE 1

### Évaluation juridique

Une analyse exhaustive de la législation, de la réglementation et de la jurisprudence pertinentes, notamment des lois nationales et internationales, constitue une base essentielle pour toute action juridique. Il est essentiel de tenir compte des lois traitant de problématiques similaires en matière de santé publique, ainsi que des instruments garantissant les droits humains et constitutionnels susceptibles de soutenir les objectifs de santé publique. De plus, les lois et règles procédurales facilitant l'accès à l'information et aux autorités administratives et judiciaires doivent également être prises en considération.

### Une analyse juridique doit inclure :

- Instruments juridiques nationaux et internationaux existants
- Précédents jurisprudentiels
- Politiques
- Engagements pertinents pour la problématique de santé aux niveaux national et infranational

## Introduction

1

### Analyser

ÉTAPE 1

Évaluation juridique

ÉTAPE 2

Cartographie des parties prenantes

ÉTAPE 3

Définition de votre objectif

2

### Rédiger

3

### Plaider

4

### Évaluer

Tenir compte de la manière dont les lois et les réglementations sont adoptées, mises en œuvre et appliquées. L'analyse doit clairement établir la hiérarchie juridique entre les lois, les règlements et les dispositions légales. Par exemple, la constitution d'un pays peut être la loi suprême du pays, ce qui signifie que la législation doit être conforme aux dispositions constitutionnelles. À leur tour, les règlements doivent généralement être conformes à la législation qu'ils interprètent.

De plus, tenez compte de la hiérarchie entre les tribunaux. Par exemple, une décision rendue par un tribunal prévaut généralement sur une décision rendue par un organe administratif.

## ÉTUDE DE CAS : COLOMBIE

**Cas de la Colombie concernant la loi sur les conflits d'intérêts et la transparence :** Une compréhension approfondie des lois sur la transparence permet aux personnes engagées dans le plaidoyer de solliciter auprès des organismes gouvernementaux des informations essentielles afin de définir des objectifs précis et engager des actions juridiques. Les demandes d'informations peuvent révéler le processus décisionnel, les principales parties prenantes et les cas d'ingérence de l'industrie, notamment les dons versés aux campagnes électorales des personnes législatrices.

En Colombie, une organisation nationale de la société civile (OSC) « **Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo** » (CAJAR) a contesté devant la cour constitutionnelle une loi qui assouplissait les règles relatives aux conflits d'intérêts au sein du congrès en autorisant les personnes législatrices à voter des lois susceptibles de profiter aux entités qui avaient financé leur campagne. Les données dans cette affaire, obtenues via des demandes d'accès à l'information, ont révélé que trois personnes législatrices avaient voté pour retarder la mise en œuvre d'une politique alimentaire après avoir reçu des contributions électorales d'entreprises du secteur de l'alimentation malsaine.

En septembre 2021, la cour constitutionnelle a rendu un arrêt déclarant la loi contestée inconstitutionnelle. La cour a estimé que la loi portait atteinte aux principes constitutionnels en permettant aux membres du congrès d'agir en faveur de bailleurs de fonds privés, contrairement à leur devoir de servir l'état, la communauté et l'intérêt général. La cour a également conclu que cette disposition ne garantissait pas la transparence, car elle permettait aux membres du congrès d'agir malgré des conflits d'intérêts manifestes. À la suite de cette décision, les personnes législatrices pourraient faire l'objet d'une action en justice visant à les destituer de leurs fonctions si un conflit d'intérêts n'est pas divulgué.

Avec cet arrêt, la CAJAR a veillé à ce que les processus législatifs bénéficient de protections plus solides contre les ingérences de l'industrie, garantissant ainsi une plus grande transparence et permettant une identification plus rapide des intérêts des entreprises et des membres du congrès.

Cet exemple montre comment les lois sur la transparence et les conflits d'intérêts peuvent avoir un impact direct sur les stratégies de plaidoyer. De plus, il met en évidence la manière dont les juristes peuvent s'appuyer sur les lois relatives à la transparence pour identifier et développer des litiges visant à contester les lois et réglementations qui affaiblissent les protections contre les ingérences de l'industrie et compromettent l'intégrité du processus décisionnel.



## Introduction

1

### Analyser

ÉTAPE 1

Évaluation juridique

ÉTAPE 2

Cartographie des parties prenantes

ÉTAPE 3

Définition de votre objectif

2

### Rédiger

3

### Plaider

4

### Évaluer

## Éléments d'une évaluation juridique

- **Lois actuelles** : L'évaluation doit identifier les lois pertinentes au problème de santé publique et examiner comment elles affectent ou ne traitent pas cette dernière. Les juristes doivent organiser les lois identifiées selon leur place dans la hiérarchie du système juridique et identifier celles qui déterminent les voies législatives et réglementaires ainsi que les conditions d'accès aux différentes instances judiciaires. Enfin, l'évaluation doit intégrer les lois relatives à la gouvernance, qui encadrent la transparence et la responsabilité des gouvernements et des entreprises, notamment en matière d'accès à l'information.
- **Règles de procédure et d'accès** : Les règles de procédure doivent être analysées afin de comprendre les processus d'adoption des lois et des règlements, d'accès à l'information et de contestation des mesures gouvernementales ou privées qui entravent les changements politiques et la santé publique. Cette analyse doit couvrir l'ensemble des organismes et agences gouvernementaux impliqués dans l'approbation, la mise en œuvre ou la modification des lois ou propositions politiques, en précisant qui peut intervenir dans ces processus, leur degré de transparence et d'ouverture au public, ainsi que les moyens pour les personnes engagées dans le plaidoyer de s'engager efficacement et d'influencer ces instances. Identifiez les échéances et les opportunités clés permettant aux organisations de la société civile (OSC) de participer activement aux consultations publiques. Cela inclut la rédaction de propositions, la soumission de documents ou de données à l'appui, ainsi que la contestation des procédures jugées inappropriées ou incomplètes.
- **Projets de loi** : L'évaluation doit prendre en compte les projets de loi ou de réglementation pertinents en cours d'examen, ainsi que leur avancement dans le processus d'adoption. Cet aspect de l'évaluation recense les initiatives en cours visant à réglementer la problématique de santé publique, et analyse si les projets de loi représentent les meilleures pratiques pour y répondre ou s'ils nécessitent des modifications. De plus, l'évaluation des projets de loi ou de réglementation peut mettre en lumière l'existence d'organisations partageant les mêmes objectifs, d'ingérences de l'industrie, ainsi que de personnes décisionnaires favorables ou opposés à ces initiatives.
- **Politiques gouvernementales non obligatoires** : Ces mesures volontaires peuvent refléter la position ou le programme actuel du gouvernement et témoigner d'une ingérence de l'industrie, étant donné que cette dernière privilégie souvent les politiques volontaires et d'autorégulation. Ces politiques peuvent servir à appuyer et justifier des instruments juridiques plus efficaces pour aborder la problématique de santé publique.
- **Droit international et normes internationales** : Lorsque le droit international, notamment les traités ou les normes, est intégré dans la législation ou les instances nationales, il peut contraindre un gouvernement à assurer certaines protections en matière de santé et d'autres domaines. De cette manière, le droit international peut servir de base juridique supplémentaire pour imposer un changement de politique, sa mise en œuvre et son application.
- **Instruments « soft law » (juridiques non contraignants) et déclarations** : Les instruments « soft law » (juridiques non contraignants), ainsi que les déclarations émanant d'organismes interprétatifs tels que les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, peuvent fournir des commentaires persuasifs sur les obligations auxquelles un pays est soumis.
- **Mécanismes de mise en œuvre et d'application** : Mécanismes de mise en œuvre et d'application existants qui pourraient s'appliquer à la politique proposée. L'évaluation doit déterminer si les lois existantes confèrent à certains ministères ou organismes le pouvoir réglementaire d'adopter, de mettre en œuvre, de surveiller et d'appliquer des mesures aux niveaux national et local. Cela inclut les mécanismes de mise en œuvre et d'application dans d'autres domaines, qui pourraient influencer la problématique de santé concernée ou être adaptés à celle-ci. Par exemple, les lois sur la protection des personnes consommatrices prévoient souvent un droit d'action privé, permettant à la société civile d'exiger l'accès à des informations fiables et complètes concernant les effets des produits sur la santé.

## Introduction

1

### Analyser

ÉTAPE 1

Évaluation juridique

ÉTAPE 2

Cartographie des parties prenantes

ÉTAPE 3

Définition de votre objectif

2

### Rédiger

3

### Plaider

4

### Évaluer

- **Décisions judiciaires et administratives** : Ces décisions offrent une interprétation claire et un précédent solide quant à la manière dont les lois et règlements doivent être appliqués pour traiter des cas spécifiques de violations ou de préjudices présumés. La plupart des pays disposent de bases de données ou de sites Web gouvernementaux où la législation, la réglementation et les décisions judiciaires sont accessibles au public. Si une juridiction ne dispose pas d'une telle ressource, des acteurs locaux tels que les OSC ou les universités peuvent aider à recueillir les informations nécessaires. Ces organisations peuvent élaborer et tenir à jour des outils de suivi des lois, règlements et décisions pertinents. GHAI tient également à jour des bases de données et des compilations qui pourraient vous être utiles dans le cadre d'une évaluation.
  - **Autorité judiciaire** : Une analyse approfondie de l'autorité judiciaire est essentielle, notamment pour évaluer la capacité des tribunaux à appliquer les mesures d'exécution et à traiter les violations présumées des droits ou les cas de non-conformité. Une partie de cette analyse doit examiner qui est habilité à déposer une plainte en cas de non-application, de non-respect ou de violation des droits, ainsi que la base légale du recours, qu'il s'agisse de la constitution, d'une loi, d'une règle de contrôle judiciaire ou d'une incorporation des droits humains internationaux.
- **Jurisprudence d'autres pays** : Cela peut être utile pour fournir des arguments convaincants. Identifiez les juges qui rendent les décisions afin de mettre en évidence les tendances qui se dégagent de ces décisions et notez les arguments que certains tribunaux jugent convaincants, car cela vous aidera à définir d'éventuelles stratégies de litige.

GHAI dispose d'une multitude de bases de données et de documents de référence qui reflètent les meilleures pratiques et les enseignements tirés dans différents pays concernant diverses problématiques de santé publique. Elles sont accessibles [ici](#).

### ÉTUDE DE CAS : BARBADE

#### Utilisation de l'Examen périodique universel pour faire progresser les politiques à la Barbade :

L'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDHNU) est une plateforme visant à promouvoir les politiques qui protègent le droit à la santé. La société civile peut participer à ce processus en soumettant un rapport parallèle officiel au CDHNU si un gouvernement ne respecte pas ses obligations en matière de promotion ou de protection de la santé publique en omettant d'adopter, de mettre en œuvre ou d'appliquer les politiques appropriées.

En 2023, la Healthy Caribbean Coalition (HCC) et ses partenaires ont soumis un rapport parallèle au Conseil des droits humains des Nations Unies (CDHNU), dénonçant la violation par la Barbade du droit à la santé en raison de son inaction face au surpoids et à l'obésité chez les enfants. En outre, le rapport a mis en évidence l'absence de dispositions visant à empêcher l'industrie d'interférer dans l'élaboration des politiques de santé publique. En formulant la problématique en termes de droits humains et en la reliant aux obligations internationales de la Barbade, les personnes engagées dans le plaidoyer ont réussi à porter le débat sur la scène internationale, soulignant la nécessité de protéger la santé contre les produits nocifs et l'influence des entreprises. Ils ont pu mettre à profit cet engagement international dans leurs efforts de plaidoyer au niveau national.



## Introduction

1

### Analyser

ÉTAPE 1

Évaluation juridique

ÉTAPE 2

Cartographie des parties prenantes

ÉTAPE 3

Définition de votre objectif

2

### Rédiger

3

### Plaider

4

### Évaluer

## ÉTAPE 2

### Cartographie des parties prenantes

La cartographie des parties prenantes s'appuie sur une analyse systématique du paysage politique afin d'identifier les principales parties prenantes, les rapports de force, les processus décisionnels et les alliés ou adversaires potentiels. Le [guide d'action de plaidoyer](#) de GHAI décrit comment réaliser une cartographie des parties prenantes et propose un modèle à cet effet. Cette cartographie repose généralement sur l'analyse de documents et d'entretiens pour identifier les personnes décisionnaires, leurs positions passées et déclarations publiques, les acteurs de la société civile pouvant être des alliés ou des concurrents dans la mobilisation des responsables politiques, ainsi que les positions et l'influence de l'industrie susceptibles d'interférer dans le processus politique.

#### La cartographie des parties prenantes prévoit :

- ❑ **Engagement stratégique** : Identifie les moments stratégiques et les méthodes permettant d'impliquer les personnes décisionnaires ou les personnes engagées dans la défense, en garantissant des interventions opportunes et ciblées.
- ❑ **Identification et compréhension des acteurs clés** : Fournit des informations sur les personnes décisionnaires concernés et les autres parties intéressées, notamment leur niveau d'influence et leur secteur d'activité. Il est essentiel d'identifier les personnes engagées dans la défense potentielles pour développer des alliances solides et faire avancer les changements politiques.
- ❑ **Adoption et mise en œuvre des politiques** : Identifie les organismes gouvernementaux responsables de l'adoption, de la mise en œuvre et de l'application des lois, ainsi que les moyens d'y parvenir, pour assurer des politiques efficaces et durables améliorant les résultats en matière de santé.
- ❑ **Renforcement des capacités** : Évalue les lacunes en matière de capacités au sein des communautés juridiques et politiques, permettant ainsi aux militants de cibler certains acteurs pour leur proposer des formations et des échanges d'informations afin de garantir la disponibilité des connaissances, des compétences et des ressources appropriées.
- ❑ **Anticipation de l'opposition** : Identifie les acteurs et les points de vue de l'opposition, permettant ainsi une meilleure préparation pour renforcer les stratégies.
- ❑ **Constitution de données** : Aide les personnes engagées dans le plaidoyer à identifier les données dont ils ont besoin pour convaincre les personnes législatrices concernées de l'importance du changement de politique.
- ❑ **Objectifs politiques clairs** : Grâce à cette analyse, les personnes engagées dans le plaidoyer peuvent développer, affiner et ajuster leurs objectifs, évaluer leur faisabilité et déterminer les moyens les plus efficaces pour les atteindre.

Une analyse complète recoupe les résultats de l'évaluation juridique avec la cartographie des parties prenantes afin de révéler les stratégies juridiques les plus réalisables et les plus efficaces, ainsi que les cibles à privilégier pour obtenir un effet maximal. Cette analyse permet aux personnes engagées dans le plaidoyer de définir et de mettre en œuvre des stratégies juridiques adaptées aux défis et aux opportunités spécifiques de leur contexte.

Cette analyse s'inscrit dans un processus continu. Les juristes doivent actualiser régulièrement ce document pour refléter l'état du droit, l'environnement politique et les parties prenantes, afin de guider la campagne de plaidoyer et les stratégies juridiques.

## Introduction

1

### Analyser

ÉTAPE 1

Évaluation juridique

ÉTAPE 2

Cartographie des parties prenantes

ÉTAPE 3

Définition de votre objectif

2

### Rédiger

3

### Plaider

4

### Évaluer

## ÉTAPE 3

### Définition de votre objectif

L'analyse doit servir de guide pour déterminer la stratégie juridique la plus viable. Une fois définie, cette stratégie détermine les activités à entreprendre et la collaboration qui peut être nécessaire avec les personnes expertes en communication, en recherche et autres. La définition de ces objectifs fournit aux personnes engagées dans le plaidoyer une orientation claire et permet de mieux évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs en matière de changement politique ou de responsabilisation de l'industrie.

#### Exemple :

*Les personnes engagées dans le plaidoyer réclament des restrictions strictes sur la commercialisation des aliments ultra-transformés. L'analyse démontre que les organismes exécutifs concernés sont influencés par l'industrie et ne sont pas favorables à cet objectif, mais plusieurs soutiens ont été identifiés au sein du pouvoir législatif.*

**Sur la base de cette analyse, la stratégie juridique la plus viable consiste à rédiger un projet de loi.**

#### La stratégie comprend :

- Collaboration avec des personnes expertes en communication et des personnes engagées dans le plaidoyer politique afin d'accroître le soutien du public en faveur de la loi, de sensibiliser les principales parties prenantes aux meilleures pratiques et de tirer parti du soutien des personnes engagées dans la défense identifiés.
- Partage d'informations avec les principales parties prenantes sur les normes régionales et mondiales en matière de bonnes pratiques

L'analyse que vous avez menée dans le premier chapitre guidera vos activités en mettant en évidence les voies juridiques les plus réalisables et les plus efficaces. Comme dans beaucoup d'actions de plaidoyer, les stratégies juridiques sont souvent intrinsèquement opportunistes, exigent de la souplesse et peuvent évoluer au fil du temps en fonction des changements de contexte et des nouvelles opportunités qui se présentent.

Une stratégie juridique devra faire preuve d'une certaine souplesse et faire l'objet d'une évaluation constante afin de s'adapter à un environnement en constante évolution. Il faudra peut-être procéder à plusieurs itérations et changements d'orientation pour mettre en place des stratégies juridiques efficaces et synchronisées avec l'objectif global d'amélioration de la santé publique.

Par exemple, une stratégie contentieuse peut porter sur plusieurs cas types différents afin d'évaluer les parties en demande, les cibles, les causes d'action et les arguments juridiques idéaux. Il pourrait même être nécessaire d'explorer différents lieux et tribunaux afin de faire progresser la jurisprudence nécessaire pour établir un dossier sur la tromperie des industries du secteur privé nuisibles à la santé ou pour créer un soutien en faveur d'un droit implicite à la santé. La combinaison optimale de facteurs pour faire avancer efficacement les objectifs de santé publique n'est pas toujours évidente au début des actions de plaidoyer et évolue généralement avec le temps.

## Introduction

1

### Analyser

ÉTAPE 1

Évaluation juridique

ÉTAPE 2

Cartographie des parties prenantes

ÉTAPE 3

Définition de votre objectif

2

### Rédiger

3

### Plaider

4

### Évaluer

## CHECKLIST Analyser

- ❑ **Réalisation de l'évaluation juridique** : Identifiez et analysez les lois, règlements et autres instruments pertinents, notamment les dispositions constitutionnelles, les lois, les règles administratives et les engagements juridiques internationaux. Intégrez les lois et règles procédurales qui régissent l'accès aux organismes chargés de l'application de la loi, aux personnes législatrices et à l'information. Évaluez les précédents administratifs et judiciaires susceptibles d'engager ou d'influencer les personnes législatrices et les tribunaux dans leur interprétation des droits constitutionnels, des lois et des règlements.
- ❑ **Carte des principales parties prenantes** : Identifiez les personnes décisionnaires, les personnes engagées dans la défense potentielles, les alliés, les personnes opposantes et les personnes influentes susceptibles de faire avancer ou de bloquer les objectifs politiques. Intégrez le climat politique actuel, les structures gouvernementales, le calendrier électoral, ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influencer l'orientation politique.
- ❑ **Identification des lacunes et des obstacles juridiques** : Identifiez les incohérences, les contradictions ou les réglementations manquantes.
- ❑ **Étude des mécanismes d'application** : Évaluez la manière dont les politiques et les lois existantes sont mises en œuvre, appliquées et contrôlées, en identifiant les lacunes susceptibles d'entraver leur respect effectif ou les mécanismes pouvant être transposés dans de nouvelles lois et réglementations.
- ❑ **Analyse des efforts de réforme passés** : Évaluez les réformes juridiques antérieures ou en cours afin d'identifier les enseignements tirés, les obstacles rencontrés et les stratégies efficaces.
- ❑ **Compréhension des tactiques de l'opposition** : Identifiez les interférences potentielles de l'industrie, l'influence des entreprises et les autres stratégies d'opposition afin de contrer de manière proactive leurs efforts.
- ❑ **Identification de la stratégie juridique la plus pertinente** : Appuyez-vous sur l'analyse juridique pour définir les mesures gouvernementales à prendre. Définissez les mesures juridiques qui contribueront à leur réalisation. Examinez et évaluez régulièrement l'environnement et ajuster les objectifs et la stratégie la stratégie si nécessaire.
- ❑ **Assurer un suivi continu** : Veillez à ce que l'analyse reste dynamique en mettant régulièrement à jour vos conclusions, en particulier après des changements politiques, des modifications réglementaires ou des précédents jurisprudentiels.

## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

ÉTAPE 1

Choisir un instrument juridique

ÉTAPE 2

Évaluer les pratiques et les modèles

ÉTAPE 3

Recueillir des preuves

ÉTAPE 4

Utiliser un langage efficace

ÉTAPE 5

Collaborer

ÉTAPE 6

Surveillance et application

ÉTAPE 7

Réduire les risques juridiques

3

**Plaider**

4

**Évaluer**

# Chapitre 2

## Rédiger

Si votre analyse révèle la nécessité et la faisabilité d'un changement politique via une nouvelle loi, un amendement ou un règlement, des juristes doivent intervenir pour garantir que le processus de rédaction soit techniquement rigoureux et conforme aux meilleures pratiques.

Pour rédiger efficacement des lois et des règlements en matière de santé publique, les personnes en charge de la rédaction doivent transposer les connaissances acquises lors de l'évaluation juridique et du processus de cartographie des parties prenantes en instruments juridiques solides.

Cela comprend :

- Choisir le meilleur type d'instrument juridique.
- S'inspirer des leçons apprises et des meilleures pratiques.
- Justifier la politique par des données.
- Impliquer différentes parties prenantes.
- Inclure des mécanismes solides de mise en œuvre et d'application.
- Réduire les risques au minimum.

Une rédaction juridique rigoureuse constitue une défense essentielle contre l'ingérence de l'industrie et autres oppositions, notamment les contestations constitutionnelles, les litiges commerciaux et les changements de volonté politique. Les lois mal rédigées risquent d'être annulées, mal interprétées, abrogées ou rendues inefficaces en raison de lacunes dans leur application.



### **En quoi consiste la rédaction juridique et pourquoi est-elle importante ?**

La rédaction juridique consiste à rédiger des textes juridiques, qu'il s'agisse de lois, de règlements, de modifications apportées à des lois ou règlements existants, ou d'autres proclamations ou politiques juridiques. Une rédaction juridique efficace permet d'élaborer des instruments clairs et applicables qui traitent d'une question spécifique et qui sont juridiquement et constitutionnellement valables. Dans le domaine de la santé publique, la rédaction juridique traduit les conclusions d'un processus d'analyse et de cartographie efficace en textes juridiques résistants aux contestations judiciaires, aux litiges commerciaux et à l'ingérence de l'industrie.

## Introduction

1

### Analyser

2

### Rédiger

#### ÉTAPE 1

Choisir un instrument juridique

#### ÉTAPE 2

Évaluer les pratiques et les modèles

#### ÉTAPE 3

Recueillir des preuves

#### ÉTAPE 4

Utiliser un langage efficace

#### ÉTAPE 5

Collaborer

#### ÉTAPE 6

Surveillance et application

#### ÉTAPE 7

Réduire les risques juridiques

3

### Plaider

4

### Évaluer

Une rédaction juridique efficace repose sur une compréhension approfondie des enjeux de santé publique, du cadre juridique existant et des résultats attendus. Cela implique d'anticiper les obstacles potentiels, tels que les lacunes en matière d'application, le contrôle constitutionnel et l'opposition politique, tout en intégrant des garanties juridiques afin d'assurer la pérennité de la loi et son adaptabilité à l'évolution des données scientifiques et des besoins en matière de santé publique.

La rédaction d'instruments juridiques en matière de santé publique nécessite l'étude des pratiques passées et des enseignements tirés tant au sein de sa propre juridiction qu'à l'échelle mondiale. Les réussites et les échecs du passé peuvent nous éclairer sur le langage et la formulation les plus appropriés et mettre en évidence la nécessité de certaines mesures de protection en matière de procédure, de mise en œuvre et d'application. Cependant, ne vous laissez pas restreindre par les pratiques passées. Les avancées scientifiques, combinées à un climat juridique et politique favorable, pourraient ouvrir la voie à l'élaboration de la prochaine « norme de référence » dans un domaine politique spécifique.

La rédaction juridique est une étape essentielle pour transformer les priorités de santé publique en cadres légaux applicables. En fondant les lois et les réglementations sur des données scientifiques, des normes juridiques internationales et des modèles comparatifs, les juristes peuvent créer des instruments à la fois efficaces et résilients.

Des instruments juridiques bien rédigés favorisent non seulement la mise en œuvre et l'application des politiques, mais aussi la stabilité réglementaire à long terme, assurant la pertinence des mesures de santé publique malgré les évolutions politiques.

## Soutien de GHAI à la rédaction juridique et aux procédures législatives

GHAI apporte son aide aux gouvernements et aux organisations de la société civile tout au long du processus de la rédaction des lois et des réglementations, en veillant à ce que les lois relatives à la santé publique soient techniquement irréprochables, juridiquement défendables et stratégiquement positionnées pour être adoptées et appliquées. Ce soutien est adapté aux besoins spécifiques de chaque juridiction et peut inclure la fourniture de modèles ou d'exemples de documents élaborés à partir d'une étude des meilleures pratiques mondiales, l'évaluation et l'amélioration de projets de loi, ainsi que des conseils sur les procédures législatives et réglementaires à suivre pour mener à bien les processus d'adoption.

Cette aide à la rédaction par des personnes expertes permet de garantir que les lois en matière de santé publique sont fondées sur des données probantes, conformes aux meilleures pratiques connues et susceptibles d'être adoptées, mises en œuvre et appliquées avec succès.

Le GHAI, ainsi que d'autres organisations et instances internationales, recense les meilleures pratiques mondiales en matière de lois types et de normes qui devraient servir de feuille de route pour le processus de rédaction, à adapter au contexte spécifique de chaque pays<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Site web de GHAI et CTFK [righttohealthpolicyhub.org](http://righttohealthpolicyhub.org), une base de données regroupant des documents relatifs aux droits humains provenant d'organismes internationaux chargés de l'application des traités relatifs aux droits humains et de mécanismes des Nations Unies qui soutiennent la promotion de politiques de santé publique liées à l'alimentation, à la nutrition et à la lutte contre le tabagisme. Site web de GHAI et O'Neill FULL [globalfoodlaws.georgetown.edu](http://globalfoodlaws.georgetown.edu), un outil de recherche sur les lois et les décisions alimentaires visant à réduire les maladies non transmissibles (MNT) liées à l'alimentation. [Base de données des organes créés en vertu d'instruments internationaux des Nations Unies](#)

## Introduction

1

### Analyser

2

### Rédiger

#### ÉTAPE 1

Choisir un instrument juridique

#### ÉTAPE 2

Évaluer les pratiques et les modèles

#### ÉTAPE 3

Recueillir des preuves

#### ÉTAPE 4

Utiliser un langage efficace

#### ÉTAPE 5

Collaborer

#### ÉTAPE 6

Surveillance et application

#### ÉTAPE 7

Réduire les risques juridiques

3

### Plaider

4

### Évaluer



## ÉTAPE 1

### Choisir un instrument juridique

L'évaluation juridique et le processus de cartographie des parties prenantes aideront à déterminer le type d'instrument juridique le plus approprié et le plus efficace pour résoudre la problématique en question. Bien que cela dépende de chaque juridiction spécifique, les instruments juridiques peuvent généralement être classés en trois catégories : les lois, les règlements et les directives politiques.

- **Les lois** sont promulguées par le pouvoir législatif et prévoient des réformes systémiques ainsi qu'une stabilité à long terme. Les lois sont généralement plus difficiles à modifier ou à abroger que les règlements, mais leur adoption peut nécessiter davantage d'efforts politiques et de temps. En outre, des règlements peuvent être nécessaires pour rendre les lois opérationnelles.
- **Les règlements** sont adoptés par les autorités administratives et sont particulièrement adaptés à la mise en œuvre des aspects techniques ou procéduraux des lois et des cadres juridiques plus larges. Les règlements sont généralement plus rapides à adopter, mais peuvent être moins stables, car ils peuvent être modifiés ou abrogés par les exécutifs suivants sans l'accord du pouvoir législatif.
- **Les politiques ou directives** sont des instruments informels ou non contraignants qui établissent des lignes directrices ou des principes d'action. Ces mesures sont utiles pour lancer le débat, mais elles ne sont pas contraignantes et nécessitent des lois ou des règlements pour être mises en œuvre.

Le choix d'un instrument juridique adapté est essentiel pour atteindre les résultats souhaités en matière de santé publique. Cette décision varie selon les pays et dépend de plusieurs facteurs, notamment l'ampleur de la problématique, le cadre juridique existant, le niveau de détail requis et la faisabilité dans le contexte spécifique du pays, ainsi que l'évaluation des partisans et opposants au sein des instances législatives et administratives, pour choisir une solution législative plutôt que réglementaire.

## Introduction

1

### Analyser

2

### Rédiger

#### ÉTAPE 1

Choisir un instrument juridique

#### ÉTAPE 2

Évaluer les pratiques et les modèles

#### ÉTAPE 3

Recueillir des preuves

#### ÉTAPE 4

Utiliser un langage efficace

#### ÉTAPE 5

Collaborer

#### ÉTAPE 6

Surveillance et application

#### ÉTAPE 7

Réduire les risques juridiques

3

### Plaider

4

### Évaluer

Ce tableau détaille les principales distinctions entre les lois et les règlements.

**Tableau 1. Vue d'ensemble des lois et règlements<sup>2</sup>**

	LOIS/LÉGISLATION	RÈGLEMENTS <sup>3</sup>
Aspects généraux	Adoptées par des organes législatifs, tels que le parlement ou le congrès, à l'issue d'un processus formel (rédaction, débat, amendement, vote) qui tend à être long et coûteux en ressources, mais plus difficile à modifier. Il peut s'agir de lois ou d'actes.	Il s'agit de règles ou de directives émises par des organismes administratifs ou des agences exécutives afin de mettre en œuvre, d'appliquer et de faire respecter la législation dans le cadre des pouvoirs de l'agence. Les réglementations englobent les règles, les résolutions, les circulaires, les décrets et les ordonnances en fonction du contexte local. Ils sont plus faciles à adopter, mais aussi plus faciles à modifier ou à abroger par un nouveau gouvernement.
Champ d'application	En général, elles définissent les principes, objectifs et dispositions fondamentaux. Les lois fixent les limites des réglementations, et celles-ci ne peuvent ni les enfreindre ni les dépasser.	Ils fournissent des détails techniques spécifiques, notamment les procédures de mise en œuvre et d'application, mais doivent être conformes aux principes de la loi.
Participation	La législation peut impliquer des processus participatifs, notamment des réunions avec les personnes législatrices, mais ceux-ci peuvent être ponctuels et soumis à invitation. Le recours peut être limité aux griefs d'inconstitutionnalité.	Il existe souvent un processus de consultation publique et une période de commentaires fixés par la réglementation ou la loi, ainsi qu'une voie directe pour contester juridiquement la réglementation lorsqu'elle est incompatible avec la loi en vigueur ou dépasse les pouvoirs de l'administration.

Si les différences entre les lois et les règlements peuvent faire de l'un ou l'autre une meilleure solution à un problème particulier, la distinction entre ces instruments peut être plus floue dans certaines juridictions. En conséquence, le choix pourrait se résumer à déterminer si l'exécutif ou le législatif est actuellement plus favorable aux objectifs de santé publique, quelle branche du gouvernement compte le plus de personnes engagées dans la défense de ces objectifs, ou laquelle est la plus susceptible à l'ingérence de l'industrie.<sup>4</sup>

<sup>2</sup> Bien que les caractéristiques des lois et règlements soient généralement cohérentes d'un système juridique à l'autre, leur forme et leur application varient souvent en fonction de la tradition juridique. Dans les pays de common law, les lois, généralement appelées « statutes », sont généralement plus courtes, plus larges et plus générales dans leur portée. En effet, les systèmes de common law reposent largement sur la jurisprudence, où les juges jouent un rôle central dans l'interprétation des lois et l'ajout de précisions par leurs décisions. En revanche, les pays de droit civil ont tendance à produire des lois plus longues et plus détaillées qui traitent d'un large éventail d'aspects et de spécificités. Ces lois sont conçues pour être autonomes, minimisant ainsi le besoin d'interprétation judiciaire, et les précédents judiciaires ont principalement une fonction interprétative plutôt que de fournir un contenu substantiel contraignant à la loi. Par conséquent, les lois des pays de droit civil comprennent souvent de nombreux articles afin de couvrir autant de détails que possible, garantissant ainsi la clarté et l'exhaustivité du texte lui-même.

<sup>3</sup> Dans de nombreux pays, en particulier ceux où l'espagnol est la langue officielle, le terme « *reglamentations* » est souvent utilisé dans un sens large pour désigner les instruments juridiques, englobant à la fois les lois promulguées par le pouvoir législatif et les règlements pris par le pouvoir exécutif.

<sup>4</sup> [Centre du droit de la santé publique. Rédaction de politiques efficaces.](#)

## Introduction

1

### Analyser

2

### Rédiger

ÉTAPE 1

Choisir un instrument juridique

ÉTAPE 2

Évaluer les pratiques et les modèles

ÉTAPE 3

Recueillir des preuves

ÉTAPE 4

Utiliser un langage efficace

ÉTAPE 5

Collaborer

ÉTAPE 6

Surveillance et application

ÉTAPE 7

Réduire les risques juridiques

3

### Plaider

4

### Évaluer

## ÉTAPE 2

### Évaluer les pratiques passées et les modèles existants

Étudier comment d'autres juridictions ont traité des problématiques similaires. Une analyse comparative permet de mieux comprendre les approches efficaces, les défis potentiels et les enseignements tirés d'autres pays ou régions<sup>5</sup>.

Votre analyse doit englober les lois, les réglementations et les politiques des juridictions ayant des systèmes juridiques, des conditions socio-économiques ou des défis de santé publique similaires. Une fois les modèles potentiels identifiés, l'étape suivante consiste à analyser leurs forces et leurs faiblesses, notamment celles qui ont été mises en évidence par des contestations judiciaires, des décisions de justice ou des données de mise en œuvre, avant de les adapter au contexte de votre pays. Un modèle juridique solide doit inclure des mécanismes d'application clairs et produire un impact mesurable sur la santé publique, tandis que ses faiblesses, comme des formulations ambiguës ou des failles dans l'industrie, doivent être identifiées et corrigées.

Toute adaptation doit tenir compte des exigences constitutionnelles, des facteurs culturels et des cadres juridiques existants, afin de garantir que la loi ou la réglementation proposée soit à la fois réalisable et efficace dans le contexte juridique et politique du pays. Copier directement des modèles sans les adapter peut entraîner des inefficacités et des conséquences inattendues.

Il est important d'analyser en profondeur les messages des partisans et des opposants, ainsi que les contestations juridiques relatives au modèle ou à l'instrument juridique analogue utilisé. Tenez compte des arguments avancés par les parties au litige et jugés convaincants par les tribunaux afin d'élaborer un instrument juridique plus solide et plus défendable.

#### ÉTUDE DE CAS : CHILI

##### Utilisation et adaptation de la loi chilienne relative aux avertissements sur le devant des emballages (FOPWL)

De nombreux pays d'Amérique latine, dont l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Mexique, le Pérou et l'Uruguay, ont tiré des enseignements de la loi pionnière du Chili relatives aux avertissements figurant sur l'étiquette des emballages. Cependant, il était important pour ces pays d'adapter le modèle chilien à leur propre contexte réglementaire et de prendre en compte les études et informations précieuses issues du processus précurseur du Chili afin d'ajuster les notions de meilleures pratiques.

Par exemple, en 2022, l'Argentine a adopté son FOPWL six ans après le Chili. Cet écart a permis à l'Argentine de tirer les leçons de l'expérience du Chili, notamment en ce qui concerne les stratégies de l'industrie et les meilleures pratiques de mise en œuvre. L'Argentine a choisi d'utiliser le modèle de profil nutritionnel de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) pour fixer les seuils déclenchant les avertissements, garantissant ainsi des critères d'étiquetage plus stricts que ceux prévus par le modèle chilien. La loi prévoit également une période de conformité de 180 jours afin d'éviter des retards excessifs dans la mise en œuvre, une leçon tirée de l'approche progressive adoptée par le Chili. Une étude sur les effets de la loi chilienne a également révélé que l'industrie reformulait souvent leurs produits en utilisant des édulcorants non sucrés (ENS) afin d'éviter les avertissements relatifs à une teneur excessive en sucre. Les ENS ne sont pas recommandés pour les enfants et peuvent avoir des effets négatifs sur la santé. De ce fait, l'Argentine a inclus un avertissement concernant ces édulcorants.

<sup>5</sup> Une compilation [des réglementations](#) relatives à l'étiquetage sur le devant des emballages (FOPL) et une comparaison des législations entre les différents pays sont disponibles dans la [base de données mondiale de l'OMS sur la mise en œuvre des mesures nutritionnelles \(GINA\)](#).

## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

ÉTAPE 1

Choisir un instrument juridique

ÉTAPE 2

Évaluer les pratiques et les modèles

ÉTAPE 3

Recueillir des preuves

ÉTAPE 4

Utiliser un langage efficace

ÉTAPE 5

Collaborer

ÉTAPE 6

Surveillance et application

ÉTAPE 7

Réduire les risques juridiques

3

**Plaider**

4

**Évaluer**

## ÉTAPE 3

### Recueillir des données

Les politiques de santé publique doivent s'appuyer sur les meilleures données disponibles. Les études évaluées par des pairs doivent être totalement exemptes de tout conflit d'intérêts. Les données statistiques et les analyses économiques doivent justifier la nécessité de la politique et en démontrer son impact potentiel. Les données renforcent non seulement la légitimité de la mesure, mais elles contribuent aussi à la défendre contre les contestations judiciaires.

De nombreux gouvernements demanderont, voire exigeront, des données locales pour étayer l'existence de la problématique en matière de santé ainsi que l'efficacité probable de l'intervention juridique suggérée. Bien que les données locales soient convaincantes et devraient être utilisées dans la mesure du possible, elles ne sont souvent pas disponibles ou ne présentent pas le degré de fiabilité exigé par les gouvernements. Dans ce cas, les données régionales et mondiales qui étayent la nécessité et l'efficacité probable de l'intervention juridique que vous proposez peuvent être pertinentes.

### Recherches et soutien de GHAI en matière d'expériences internationales dans le domaine des politiques de santé publique

GHAI met à profit son expertise mondiale pour aider les gouvernements et les organisations de la société civile à élaborer des politiques de santé publique fondées sur des données probantes. S'appuyant sur ses propres recherches, ses vastes bases de données juridiques et ses années d'engagement direct auprès des responsables politiques, GHAI fournit des informations détaillées sur la manière dont différents pays ont relevé des défis similaires en matière de santé. En évaluant les politiques efficaces et inefficaces, le GHAI peut aider à identifier les expériences qui peuvent être efficacement transposées pour soutenir le changement politique dans d'autres contextes juridiques et politiques, tout en évitant les approches qui se sont avérées contre-productives.

De plus, les partenariats de GHAI avec des organisations internationales, notamment l'OMS ou le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), lui permettent d'accéder à une vaste quantité de ressources mondiales en matière de santé publique et de les synthétiser. Compte tenu de la complexité des cadres juridiques et politiques internationaux, GHAI recueille des conseils et des expériences pertinents afin d'aider les gouvernements et les OSC à aligner leurs nouvelles politiques sur les pratiques mondiales tout en conservant une certaine souplesse pour s'adapter aux spécificités locales<sup>6</sup>.

<sup>6</sup> Consultez nos ressources sur les [Facteurs juridiques clés pour l'élaboration de FOPL](#) et nos [Considérations juridiques clés pour l'élaboration de réglementations sur les acides gras trans](#)

## Introduction

1

### Analyser

2

### Rédiger

ÉTAPE 1

Choisir un instrument juridique

ÉTAPE 2

Évaluer les pratiques et les modèles

ÉTAPE 3

Recueillir des preuves

ÉTAPE 4

Utiliser un langage efficace

ÉTAPE 5

Collaborer

ÉTAPE 6

Surveillance et application

ÉTAPE 7

Réduire les risques juridiques

3

### Plaider

4

### Évaluer

## ÉTAPE 4

### Utiliser un langage efficace

Les instruments juridiques doivent utiliser un langage clair et sans ambiguïté, adapté aux objectifs politiques et au type d'instrument juridique. Les lois ont tendance à énoncer des principes généraux et des garde-fous, tandis que les règlements précisent plus spécifiquement les définitions opérationnelles et les mécanismes permettant de mettre en œuvre les exigences de la loi. Ainsi, l'efficacité d'une loi peut dépendre de son ampleur et de sa capacité à englober un large éventail d'interventions afin de traiter de manière appropriée un problème de santé publique, tandis qu'une réglementation peut être plus efficace si elle prévoit clairement un ensemble restreint d'activités et de mécanismes opérationnels. Comme les réglementations sont généralement plus faciles à modifier, leurs exigences plus strictes et plus spécifiques peuvent être adaptées à mesure que la science ou la compréhension des meilleures pratiques évoluent ou que les progrès font apparaître de nouveaux besoins. Il est également important d'éviter les formulations pouvant avoir plusieurs significations, d'utiliser plusieurs termes pour désigner la même chose ou de définir les termes de plusieurs façons via différents instruments juridiques. Ces erreurs peuvent créer des ambiguïtés et des lacunes susceptibles d'entraver une mise en œuvre et une application rigoureuses.

Une utilisation efficace du langage réduit le risque d'interprétation erronée, garantit une mise en œuvre efficace, fournit une voie claire pour l'application et minimise la possibilité de contestations judiciaires.

Quelques considérations clés concernant les dispositions ou les types de formulations à inclure :

- 1. Champ d'application :** Définissez clairement les limites démographiques ou situationnelles auxquelles s'applique l'instrument.
- 2. Définitions :** Prévoyez un glossaire des termes utilisés dans l'instrument juridique afin d'éviter toute ambiguïté et de réduire la marge d'interprétation. Par exemple, que signifient des concepts clés tels que « produits ultra-transformés » ou « marketing numérique » ? De plus, il est important de veiller à ce que les termes clés soient définis de manière cohérente dans tous les instruments juridiques. Si l'on se fie aux significations courantes des termes, il est important de choisir des mots et des concepts ayant une seule signification plutôt que ceux qui peuvent avoir plusieurs interprétations.
- 3. Utilisation d'un langage simple :** Les instruments juridiques doivent privilégier la clarté et la simplicité afin de minimiser les risques d'interprétation erronée et de garantir que les dispositions soient compréhensibles et applicables. Il convient d'éviter le jargon juridique technique, sauf si des termes juridiques spécifiques sont requis et couramment compris dans la juridiction concernée.

## ÉTAPE 5

### Collaboration

La collaboration avec les parties prenantes est fondamentale pour garantir la praticabilité, l'applicabilité et la légitimité d'un instrument juridique. Les parties prenantes regroupent les responsables politiques, les agences responsables de la mise en œuvre, les organisations de la société civile, les personnes expertes, ainsi que les communautés directement concernées par la problématique de santé publique. L'intégration de perspectives diverses, en particulier celles des groupes sous-représentés, favorise l'inclusion et renforce la crédibilité de la politique.

## Introduction

1

### Analyser

2

### Rédiger

#### ÉTAPE 1

Choisir un instrument juridique

#### ÉTAPE 2

Évaluer les pratiques et les modèles

#### ÉTAPE 3

Recueillir des preuves

#### ÉTAPE 4

Utiliser un langage efficace

#### ÉTAPE 5

Collaborer

#### ÉTAPE 6

Surveillance et application

#### ÉTAPE 7

Réduire les risques juridiques

3

### Plaider

4

### Évaluer

Les enjeux de santé publique, complexes et multidimensionnels, appellent souvent des solutions intégrant diverses disciplines. Pour traiter ces problématiques, la rédaction d'instruments juridiques demande souvent aux juristes de s'appuyer sur des connaissances issues de disciplines variées, telles que la nutrition, la médecine, l'économie, les sciences environnementales et la sociologie. Cette approche vise à garantir des politiques fondées sur des données, exhaustives, efficaces et applicables. L'adoption d'une approche multidisciplinaire dans la rédaction juridique solidifie le fondement scientifique des politiques, améliore leur défendabilité juridique et assure leur faisabilité dans le cadre d'une application concrète.

### ÉTUDE DE CAS : BRÉSIL

**Une approche multidisciplinaire des taxes sur le sucre au Brésil :** En 2024, le Brésil a adopté une loi historique marquant une réforme structurelle majeure pour le pays. La réforme a introduit une taxe d'accise sur les produits nocifs pour la santé et l'environnement. La loi complémentaire précisait que les boissons gazeuses sucrées, le tabac et l'alcool seraient soumis à cette taxe. Les partenaires locaux, menés par ACT, ont joué un rôle essentiel dans la défense de cette réforme.

La loi a établi un taux d'imposition nul pour un panier alimentaire de base composé principalement d'aliments frais et peu transformés. Elle prévoit un taux de taxation réduit pour d'autres produits essentiels, notamment les jus frais, les produits laitiers, la sauce tomate, le pain en tranches, les pâtes fraîches et certaines farines et huiles. Tous les autres produits alimentaires, principalement les aliments ultra-transformés, sont soumis à un taux d'imposition de 28 %.

Cette réalisation a nécessité que les juristes rédigent la loi de manière stratégique afin de garantir sa conformité avec les normes nationales et internationales, tout en atténuant les risques de contestations juridiques et en alignant la loi sur les règles de procédure locales. L'effort a nécessité la collaboration de juristes avec des professionnels issus de plusieurs secteurs :

- Les personnes chercheuses et professionnelles de la santé publique ont fourni des données des effets néfastes sur la santé d'une consommation alimentaire malsaine, en particulier des produits ultra-transformés, garantissant ainsi que la politique soit fondée sur la prévention des maladies et les bienfaits pour la santé de la population.
- Les économistes ont modélisé les impacts fiscaux des mesures en élaborant une structure qui, tout en générant des recettes publiques, décourage la consommation excessive de produits nocifs et rend les aliments sains plus accessibles.
- Les OSC et les groupes de défense des droits ont joué un rôle crucial en amplifiant les différentes perspectives, en participant au débat public et en veillant à ce que plusieurs voix, notamment celles des personnes consommatrices, des personnes engagées dans le plaidoyer en faveur de la santé publique et des personnes expertes du système alimentaire, soient entendues dans les principaux espaces décisionnels.

Cette approche multidisciplinaire a été essentielle pour élaborer une politique budgétaire solide et efficace qui favorise la santé publique, la viabilité économique et la résilience juridique tout en minimisant les inefficacités ou les résultats indésirables préjudiciables.



## Introduction

1

### Analyser

2

### Rédiger

#### ÉTAPE 1

Choisir un instrument juridique

#### ÉTAPE 2

Évaluer les pratiques et les modèles

#### ÉTAPE 3

Recueillir des preuves

#### ÉTAPE 4

Utiliser un langage efficace

#### ÉTAPE 5

Collaborer

#### ÉTAPE 6

Surveillance et application

#### ÉTAPE 7

Réduire les risques juridiques

3

### Plaider

4

### Évaluer

## ÉTAPE 6

### Inclure des mécanismes de suivi et d'application fiables

Les instruments juridiques exigent l'allocation des infrastructures, des ressources et des pouvoirs nécessaires à l'application de la loi, ainsi que des mécanismes solides pour détecter les violations et les cas de non-conformité. La loi doit également prévoir des sanctions ou des pénalités afin d'encourager le respect des règles et de dissuader les comportements répréhensibles. Au minimum, la mise en œuvre et l'application nécessitent :

- 1. Autorité réglementaire/d'application :** La délégation des pouvoirs et des compétences réglementaires appropriés aux organismes désignés chargés de la mise en œuvre et de l'application.
- 2. Mécanismes de suivi :** La mise en place de procédures et de protocoles clairs pour le contrôle de la conformité, la communication d'informations et les mesures correctives.
- 3. Mécanismes d'évaluation :** Inclure dans l'instrument juridique des dispositions permettant aux autorités politiques de procéder à des évaluations périodiques afin d'évaluer l'efficacité de l'instrument et d'apporter les ajustements nécessaires.
- 4. Sanctions :** La mise en place de sanctions, pénalités ou autres mesures coercitives applicables en cas de non-respect ou de violation, afin d'encourager le respect des règles. L'octroi d'un droit d'action privé permettant aux organisations de la société civile ou aux particuliers de faire respecter la loi à l'encontre des contrevenants peut constituer un complément puissant à l'action répressive menée par les pouvoirs publics.
- 5. Rôles et responsabilités :** L'identification et la désignation des acteurs qui seront chargés de superviser la mise en œuvre et l'application de la politique. Cela implique également de clarifier les rôles, les responsabilités et les mécanismes de coordination entre les agences ou autorités concernées afin de faciliter la collaboration et la synergie.

#### ÉTUDE DE CAS : ARGENTINE

**Désignation contestable de l'autorité compétente dans le cadre du projet de loi argentin sur les aliments sains :** La loi argentine sur les aliments sains confie au pouvoir exécutif la tâche de désigner l'autorité chargée de faire respecter les restrictions commerciales prévues par la loi. Le pouvoir exécutif a délégué cette responsabilité au ministère de la Santé. Cependant, les personnes engagées dans le plaidoyer ont fait part de leurs inquiétudes concernant le manque d'expertise du ministère en matière d'analyse et de lutte contre les pratiques commerciales, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre effective de ces restrictions.

Les personnes engagées dans le plaidoyer soutiennent que la loi (ou ses décrets d'application) aurait dû attribuer explicitement cette fonction d'application à une entité du secteur des communications, mieux équipée pour gérer la complexité des réglementations en matière de marketing. En raison du manque d'expertise du ministre de la Santé en matière de communication, il n'y a pas eu de surveillance efficace ni d'application des sanctions liées aux pratiques commerciales. Ce décalage représente une occasion manquée d'assurer une application et un respect plus rigoureux de la loi, ce qui pourrait nuire à son efficacité globale pour lutter contre les pratiques commerciales malsaines dans le domaine alimentaire. Il souligne également l'importance d'une évaluation approfondie et d'une délégation claire des pouvoirs au niveau des législations de santé publique.



## Introduction

1

### Analyser

2

### Rédiger

#### ÉTAPE 1

Choisir un instrument juridique

#### ÉTAPE 2

Évaluer les pratiques et les modèles

#### ÉTAPE 3

Recueillir des preuves

#### ÉTAPE 4

Utiliser un langage efficace

#### ÉTAPE 5

Collaborer

#### ÉTAPE 6

Surveillance et application

#### ÉTAPE 7

Réduire les risques juridiques

3

### Plaider

4

### Évaluer

## ÉTAPE 7

### Réduire les risques juridiques

Le processus de rédaction doit intégrer une évaluation de la vulnérabilité de la loi face à d'éventuelles contestations judiciaires. Cela nécessite de s'assurer que le projet est conforme à la constitution, aux lois et à la jurisprudence de la juridiction, ainsi qu'à tout instrument international intégré dans le cadre juridique national.

Les acteurs de l'industrie, ainsi que leurs opposants, utilisent fréquemment des recours judiciaires pour tenter de retarder, affaiblir ou annuler les mesures de santé publique, et pour faire taire les campagnes associées. Les personnes engagées dans le plaidoyer doivent anticiper et contrer les arguments potentiels de la partie adverse par des justifications claires, fondées sur des données et juridiquement défendables.

1. **Conformité constitutionnelle** : Les instruments juridiques relatifs à la santé publique doivent être conformes à la constitution de la juridiction. Les principaux éléments à prendre en considération sont les suivants :
  - a. **Droits fondamentaux** : Les interventions juridiques proposées doivent trouver un juste équilibre entre les différents droits constitutionnels concurrents, tels que la liberté d'expression, l'égalité et le droit à la santé. Par exemple, les restrictions imposées à la publicité pour les produits malsains doivent trouver un équilibre entre les objectifs de santé publique et les protections constitutionnelles accordées à la liberté d'expression commerciale. Pour cela, il faut généralement démontrer que la politique favorise l'objectif de santé publique en question, qu'aucune autre mesure moins restrictive ne permettrait d'atteindre le même résultat et que les avantages globaux de la politique l'emportent sur ses inconvénients.
  - b. **Séparation des pouvoirs** : L'organisme gouvernemental qui promulgue l'instrument doit avoir l'autorité légale pour le faire. Les instruments juridiques doivent respecter la hiérarchie des lois, ce qui signifie que les règlements doivent être conformes aux lois qu'ils mettent en œuvre. Dans les systèmes fédéraux, les lois nationales doivent respecter la répartition des pouvoirs entre les gouvernements nationaux et infranationaux.
2. **Obligations internationales** : Les lois relatives à la santé publique doivent également être conformes aux instruments juridiques internationaux qui ont été ratifiés et intégrés dans les cadres juridiques nationaux de la juridiction. Même si une juridiction n'a pas officiellement intégré une telle loi, l'alignement peut renforcer la légitimité d'une politique et sa résilience face aux contestations. Les considérations à prendre en compte sont les suivantes :
  - a. **Accords commerciaux internationaux** : Les mesures doivent être non discriminatoires, c'est-à-dire qu'elles doivent s'appliquer de manière égale aux entités nationales et étrangères et ne pas être plus contraignantes que nécessaire pour atteindre l'objectif de santé publique déclaré. Les accords spécifiques à noter et à évaluer comprennent :
    - **L'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC)** : Qui réglemente l'étiquetage des produits.
    - **L'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)** : Qui s'applique aux réglementations en matière de santé et de sécurité.
  - b. **Cadres relatifs aux droits de l'homme** : Comme le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), qui justifie les mesures de santé publique comme faisant partie du droit à la santé.

## Introduction

1

### Analyser

2

### Rédiger

ÉTAPE 1

Choisir un instrument juridique

ÉTAPE 2

Évaluer les pratiques et les modèles

ÉTAPE 3

Recueillir des preuves

ÉTAPE 4

Utiliser un langage efficace

ÉTAPE 5

Collaborer

ÉTAPE 6

Surveillance et application

ÉTAPE 7

Réduire les risques juridiques

3

### Plaider

4

### Évaluer

- c. Engagements contraignants pris dans le cadre d'un traité :** Comme la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la lutte antitabac (CCLAT), qui oblige ses parties à adopter et à mettre en œuvre des mesures visant à réduire et à prévenir le tabagisme, la dépendance à la nicotine et l'exposition à la fumée de tabac, notamment en interdisant les emballages et les étiquettes trompeurs, en créant des lieux sans tabac et en interdisant la publicité et la promotion.
- d. Orientations « soft law » (juridiques non contraignantes) :** Comprend des commentaires généraux, des rapports de rapporteurs spéciaux et des décisions judiciaires internationales visant à interpréter les obligations découlant des traités et à renforcer les justifications politiques.
- e. Accords commerciaux bilatéraux :** Qui peuvent affecter la capacité d'une juridiction à promulguer des lois en matière de santé publique. Les juristes spécialisés en santé publique devraient envisager de prendre part à ces négociations pour garantir que la flexibilité indispensable à la protection de la santé publique soit préservée.

## GHAJ fournit des orientations sur l'application des obligations internationales

De nombreux aspects de la réglementation en santé publique recoupent les traités et accords internationaux, notamment les obligations commerciales liées à l'Organisation mondiale du commerce, les accords régionaux de commerce et de coopération, les traités d'investissement, ainsi que les cadres spécifiques à la santé publique établis par les Nations Unies et l'OMS. Il est essentiel de bien comprendre ces obligations pour garantir que les mesures de santé publique soient à la fois efficaces et conformes aux normes internationales. Consultez notre guide [relatif à l'étiquetage sur le devant des emballages : Préparation aux arguments juridiques en matière de commerce international](#).

Par exemple, les personnes du secteur privé nuisibles à la santé invoquent souvent les accords commerciaux et autres engagements internationaux pour contester ou retarder les mesures réglementaires. En fait, les obligations commerciales internationales autorisent expressément certaines contraintes qui favorisent les initiatives en matière de santé publique. GHAJ aide les gouvernements et les organisations de la société civile à évaluer ces arguments juridiques, à contrer les affirmations de l'industrie et à garantir que les politiques de santé publique sont juridiquement valables et défendables.

De plus, GHAJ fournit des recommandations personnalisées quant à la manière dont les politiques nationales peuvent être alignées sur les directives sanitaires internationales, en veillant à ce que les lois et réglementations intègrent les meilleures pratiques mondiales tout en s'adaptant au contexte local.

Parmi les garanties juridiques supplémentaires pouvant réduire le risque de contestations réussies, on trouve :

- 1. Mécanismes de transparence :** Veillez à ce que le processus soit transparent afin d'éviter toute influence indue de la part des parties adverses et de prévenir toute allégation d'iniquité procédurale.
- 2. Clauses interprétatives :** Intégrez des définitions et des déclarations claires concernant l'intention et l'objectif de la politique afin de garantir que les dispositions soient interprétées conformément aux objectifs de santé publique, limitant ainsi la marge d'interprétations erronées motivées par l'industrie.

## Introduction

1

### Analyser

2

### Rédiger

#### ÉTAPE 1

Choisir un instrument juridique

#### ÉTAPE 2

Évaluer les pratiques et les modèles

#### ÉTAPE 3

Recueillir des preuves

#### ÉTAPE 4

Utiliser un langage efficace

#### ÉTAPE 5

Collaborer

#### ÉTAPE 6

Surveillance et application

#### ÉTAPE 7

Réduire les risques juridiques

3

### Plaider

4

### Évaluer

Défis courants liés aux lois sur la santé publique :

- 1. Politique défavorable aux populations vulnérables :** Les opposants contestent fréquemment les lois et réglementations en matière de santé publique, arguant qu'elles sont trop coûteuses ou qu'elles entraîneront une augmentation des coûts pour les personnes à faibles revenus. Pour contrer cela, les personnes en charge de la rédaction doivent intégrer des évaluations d'impact économique démontrant les avantages pour la santé publique, les économies réalisées en matière de soins de santé et les gains économiques à long terme, tels que les recettes fiscales pouvant être affectées aux soins de santé ou aux subventions et l'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre. De plus, précisez clairement que les produits malsains ne constituent pas des achats essentiels pour les personnes à faible revenu.
- 2. Politique néfaste pour les affaires :** Les affirmations selon lesquelles les lois sur la santé publique auront un impact négatif sur les entreprises ou réduiront la compétitivité du marché peuvent être contrées en démontrant que les politiques seront mises en œuvre de manière cohérente et équitable entre les entreprises et que leurs effets sur la santé publique l'emportent sur les effets négatifs marginaux sur les entreprises privées.
- 3. Liberté d'expression :** Les contestations juridiques fondées sur la liberté d'expression ou les droits de propriété intellectuelle peuvent être contrées par les avantages considérables pour la santé publique par rapport à l'impact minimal sur la liberté d'expression. Par ailleurs, aucune protection n'existe contre les discours commerciaux déloyaux et trompeurs.

## ÉTUDE DE CAS : MEXIQUE

### Défense de la loi sur la mobilité et la sécurité routière de Puebla contre une contestation judiciaire :

En 2020, le Mexique a inscrit le droit à une mobilité sûre dans sa Constitution. Ce droit a été réglementé par la loi générale sur la mobilité et la sécurité routière de 2022, qui a établi des normes nationales pour la protection des usagers vulnérables de la route, la prévention des accidents de la circulation et l'amélioration des infrastructures routières. En 2023, l'État de Puebla a approuvé sa loi sur la mobilité et la sécurité routière afin de s'aligner sur le cadre national.

La Commission des droits de l'homme de l'État de Puebla (HRC) a contesté la loi de Puebla devant la Cour suprême de justice du Mexique, arguant que les dispositions exigeant une assurance responsabilité civile obligatoire et des sanctions pour conduite sous l'influence de l'alcool violent les droits constitutionnels en affectant de manière disproportionnée les personnes à faibles revenus et en imposant des sanctions excessives.

Une coalition d'organisations de la société civile et de familles de victimes, menée par Centrico, a soutenu la défense de la loi par Puebla en soumettant un mémoire d'amicus curiae. Le mémoire démontrait en quoi la loi sur la mobilité et la sécurité routière est conforme à la Constitution mexicaine, à la loi générale sur la mobilité et la sécurité routière et aux meilleures pratiques internationales visant à protéger le droit à la mobilité, à la vie et à la santé publique. Le mémoire d'amicus curiae s'est appuyé sur le critère constitutionnel standard de proportionnalité pour démontrer que l'assurance obligatoire et les sanctions pour conduite en état d'ivresse étaient constitutionnelles. L'assurance obligatoire prévoit également un mécanisme d'intervention visant à garantir la prise en charge médicale des victimes d'accidents de la route, afin que leurs droits et leur stabilité financière ne soient pas compromis. Par ailleurs, les sanctions sévères infligées en cas de conduite en état d'ivresse visent à dissuader ce comportement à haut risque et à prévenir les blessures graves et les accidents mortels.

Ces mesures sont conformes au droit à la mobilité dans des conditions sûres, compte tenu du nombre élevé de décès et de blessés graves liés à la circulation routière et des stratégies fondées sur des données probantes visant à les prévenir. Plutôt que de restreindre la mobilité, ces dispositions visent à créer des conditions plus sûres pour tous.

## Introduction

1

### Analyser

2

### Rédiger

#### ÉTAPE 1

Choisir un instrument juridique

#### ÉTAPE 2

Évaluer les pratiques et les modèles

#### ÉTAPE 3

Recueillir des preuves

#### ÉTAPE 4

Utiliser un langage efficace

#### ÉTAPE 5

Collaborer

#### ÉTAPE 6

Surveillance et application

#### ÉTAPE 7

Réduire les risques juridiques

3

### Plaider

4

### Évaluer

## CHECKLIST Rédaction juridique

- ❑ **Choisir l'instrument juridique approprié** : Choisissez l'instrument juridique qui répond le mieux au problème identifié, en fournissant une base solide pour un changement politique significatif et durable.
- ❑ **Évaluer les modèles existants et la jurisprudence** : Étudiez les lois, réglementations ou politiques similaires dans d'autres juridictions pour repérer les meilleures pratiques et éviter les pièges, en assurant une adaptation efficace au contexte local tout en anticipant les défis juridiques potentiels.
- ❑ **Fonder le projet sur des données scientifiques et juridiques** : Justifiez la politique à l'aide de recherches évaluées par des pairs, de données statistiques et d'évaluations d'impact économique, afin d'en renforcer la crédibilité et la solidité juridique.
- ❑ **Utiliser un langage juridique efficace** : Assurez-vous que l'instrument juridique soit clair, cohérent et précis, afin d'éviter toute interprétation erronée et de combler les lacunes susceptibles de nuire à son application.
- ❑ **Collaborer avec les parties prenantes** : Adoptez une approche multidisciplinaire. Impliquer les autorités politiques, les organisations de la société civile, les personnes expertes et les communautés concernées garantit que les instruments juridiques soient à la fois pratiques, applicables et légitimes.
- ❑ **Inclure des mécanismes de suivi et d'application** : Définissez les structures de suivi, les exigences de conformité et les sanctions en cas de violation, afin d'assurer une mise en œuvre rigoureuse, une application effective et une évaluation régulière de la politique.
- ❑ **Évaluer la vulnérabilité juridique et minimiser les risques** : Anticipez et contrer l'opposition de l'industrie ainsi que les contestations juridiques en veillant à ce que l'instrument juridique respecte le droit national et international, tout en étant solidement justifié par ses impacts économiques et sur la santé publique.

**Introduction**

**1**

**Analyser**

**2**

**Rédiger**

**3**

**Plaider**

**ÉTAPE 1**

Déterminer les revendications et les contestations

**ÉTAPE 2**

Recueillir des preuves

**ÉTAPE 3**

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

**ÉTAPE 4**

Choisir la juridiction appropriée

**ÉTAPE 5**

Déterminer le moment opportun

**ÉTAPE 6**

Mobiliser le soutien

**ÉTAPE 7**

Évaluer les risques

**ÉTAPE 8**

Communication et médias

**4**

**Évaluer**

# Chapitre 3

## Plaider

Le litige stratégique est un outil puissant pour protéger les objectifs de santé publique. Les politiques de santé publique se heurtent souvent à la résistance de l'industrie, à l'inaction du gouvernement ou à des contestations juridiques qui menacent leur mise en œuvre et leur efficacité. De plus, les personnes du secteur privé nuisibles à la santé ont transféré les coûts humains et planétaires de leurs produits aux gouvernements et aux individus pendant des années et devraient payer pour les dommages qu'elles ont causés. Dans ces cas, le litige stratégique est un outil essentiel pour protéger les objectifs de santé publique. Le litige stratégique peut être utilisé pour :

- Dissocier le secteur privé du gouvernement**
- Contraindre les gouvernements à respecter leurs obligations**
- Défendre la société civile et les politiques**
- Tenir le secteur privé pour responsables**

Les personnes engagées dans le plaidoyer peuvent recourir à des stratégies de litige affirmatif pour obliger les gouvernements à respecter leurs obligations constitutionnelles et en matière de droits humains, dénoncer les tromperies de l'industrie, éloigner les industries du secteur privé nuisibles à la santé des autorités politiques, démontrer la nécessité d'une réglementation et tenir ces industries responsables des dommages à la santé et autres préjudices causés par elles et leurs produits. Les litiges peuvent insuffler un nouveau souffle à une campagne de plaidoyer en exposant les tromperies et les préjudices causés par l'industrie et en révélant l'inactivité du gouvernement ou sa négligence par rapport à l'application de la loi.

Par ailleurs, les stratégies de litige, qu'elles soient affirmatives ou défensives, jouent un rôle crucial pour protéger les personnes engagées dans le plaidoyer, leurs messages et leurs actions face aux attaques de l'industrie ou du gouvernement visant à les réduire au silence ou à les neutraliser.

### Qu'est-ce que le litige stratégique et pourquoi est-ce important ?

Le litige stratégique implique l'utilisation intentionnelle de procédures judiciaires pour promouvoir des objectifs qui vont au-delà du différend spécifique entre les parties impliquées dans l'affaire. Le litige stratégique fait appel au pouvoir des tribunaux administratifs et judiciaires pour favoriser des réformes systémiques ou obtenir la reconnaissance de droits fondamentaux. En contestant les actions ou l'inaction du gouvernement, ainsi que les pratiques préjudiciables d'individus ou d'entreprises, ou encore en défendant les politiques de santé publique et les organisations de la société civile, le litige stratégique peut efficacement clarifier et renforcer les droits fondamentaux et les protections en matière de santé publique.

Le recours stratégique aux tribunaux est également un puissant instrument de sensibilisation du public. Même lorsque l'objectif de santé publique n'est pas atteint par la décision du tribunal, le litige peut accroître la visibilité, susciter un débat sociétal et exercer une pression sur les autorités politiques pour qu'elles agissent. Les affaires très médiatisées peuvent agir comme des catalyseurs de réformes plus larges, mobilisant la société civile et renforçant les efforts de plaidoyer dans les domaines législatifs et réglementaires. Ainsi, le litige peut constituer un élément clé d'une stratégie de plaidoyer multidimensionnelle visant à promouvoir un changement systémique et à défendre le droit à la santé.

## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

3

**Plaider**

ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

ÉTAPE 7

Évaluer les risques

ÉTAPE 8

Communication et médias

4

**Évaluer**

## Stratégies défensives et affirmatives

Le litige stratégique peut être défensif ou affirmatif, selon le rôle joué par les personnes engagées dans le plaidoyer dans le processus. Les personnes engagées dans le plaidoyer peuvent intervenir pour défendre une politique de santé publique contre les contestations de l'industrie ou se retrouver les parties en défense dans une action en justice intentée par l'industrie sur la base de l'utilisation ou de la mise en évidence, dans une campagne de communication, des marques et des produits nocifs de l'industrie. À l'inverse, les personnes engagées dans le plaidoyer peuvent tenter une action contre des responsables gouvernementaux ou privés afin de contester des actions ou des inactions qui violent les droits constitutionnels ou d'autres lois. Chacune de ces actions, si elle est mise en œuvre de manière stratégique, peut constituer un outil puissant pour protéger les droits et favoriser un changement systémique.

Les litiges défensifs et affirmatifs peuvent être utilisés dans le cadre d'une stratégie de défense unique.

Par exemple, une stratégie de plaidoyer pourrait commencer par une action en justice, soit contre le gouvernement pour son incapacité à protéger adéquatement la santé publique en mettant en place des étiquettes sur le devant des emballages (FOPL) des aliments malsains, soit contre l'industrie pour la commercialisation trompeuse d'aliments malsains, afin de démontrer la nécessité d'une contre-communication et d'une réglementation efficaces.

Une fois la réglementation FOPL promulguée, les OSC pourraient devoir mener et soutenir des actions en justice défensives afin de protéger la réglementation contre les contestations judiciaires intentées par l'industrie. Les personnes engagées dans le plaidoyer pourraient alors devoir revenir à des stratégies de litige affirmatif afin de dénoncer les cas de non-conformité et de faire respecter la réglementation. Pour être efficace, le plaidoyer doit tenir compte à la fois des stratégies défensives et offensives en matière de litiges. Cela garantit que les mesures de santé publique ne sont pas seulement introduites, mais également mises en œuvre, défendues et appliquées malgré l'opposition des entreprises et des responsables politiques.

Les décisions judiciaires et administratives peuvent constituer des précédents contraignants ou persuasifs établissant le droit à la santé et l'étendue de l'obligation du gouvernement de protéger les droits. Ces décisions peuvent également dissuader d'autres entreprises nuisibles à la santé d'utiliser des tactiques trompeuses similaires ou de se livrer à des pratiques répréhensibles similaires<sup>7</sup>. Ces décisions peuvent être utilisées efficacement dans le cadre de campagnes de communication, d'actions de sensibilisation auprès des personnes législatrices et comme argument convaincant dans d'autres juridictions afin d'encourager des progrès similaires en matière de santé publique.

Les litiges stratégiques peuvent<sup>8</sup> :

- 1. Faire respecter les droits :** Obliger les gouvernements à remplir leurs obligations en matière de protection et de promotion des droits à la santé ou à l'accès à l'information.
- 2. Protéger les politiques :** Défendre les lois et réglementations existantes en matière de santé contre les tentatives visant à les affaiblir ou à les abroger.
- 3. Clarifier les lois et les protections :** Remédier aux ambiguïtés et aux lacunes des cadres juridiques ou réglementaires afin d'assurer une protection maximale de la santé publique.
- 4. Tenir les industries du secteur privé nuisibles à la santé responsables :** Dénoncer et mettre fin aux pratiques de l'industrie qui portent atteinte aux droits, les obliger à réparer les dommages qu'elles causent et les dissuader de commettre de nouvelles infractions.

<sup>7</sup> Les organismes administratifs sont généralement chargés de mettre en œuvre et d'appliquer les réglementations en matière de santé publique, et les règles de procédure peuvent exiger que les requérants demandent réparation auprès de l'autorité administrative ou du tribunal avant de saisir la justice. Les instances administratives peuvent permettre aux personnes engagées dans le plaidoyer de demander au gouvernement d'appliquer les réglementations des organismes en cas de non-respect ou de contester les décisions des organismes qui compromettent les objectifs de santé publique. Une fois les recours administratifs épuisés, les personnes engagées dans le plaidoyer doivent réfléchir aux options judiciaires qui s'offrent à eux pour leur affaire. Pour plus d'informations, consultez l'étape 4 : Choisir la juridiction appropriée.

<sup>8</sup> Fondation pour les sociétés ouvertes. Promouvoir la santé publique grâce à des litiges stratégiques : les enseignements tirés de cinq pays. New York. Juin 2016.

## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

3

**Plaider**

ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

ÉTAPE 7

Évaluer les risques

ÉTAPE 8

Communication et médias

4

**Évaluer**

5. **Obtenir les informations et les données essentielles** : Obliger les gouvernements à faire preuve de transparence quant à leurs processus, leurs actions et leurs engagements envers les parties prenantes, et obtenir des informations précieuses sur les connaissances et les actions de l'industrie.
6. **Établir des précédents juridiques qui font progresser le droit et les protections en matière de santé publique dans plusieurs juridictions** : Les décisions du tribunal peuvent fournir des interprétations juridiques et des règles contraignantes pour la juridiction concernée, ainsi qu'une forte autorité persuasive pour les autres pays de la région et du monde entier.

Les litiges stratégiques peuvent être combinés à d'autres stratégies et activités de défense des droits afin de maximiser les effets de chacune. Les litiges stratégiques peuvent être amplifiés et associés à des campagnes médiatiques afin de dénoncer les actes préjudiciables commis par le gouvernement ou de l'industrie. De plus, les litiges peuvent sensibiliser et mobiliser la communauté, et inciter à modifier les politiques.<sup>9</sup>

Les litiges stratégiques peuvent servir de catalyseur pour<sup>10</sup> :

- ❑ **Sensibiliser le public** : Les affaires judiciaires peuvent mettre en lumière certaines problématiques de santé publique et permettre aux personnes engagées dans le plaidoyer et aux OSC d'obtenir le soutien du public.
- ❑ **Faire pression sur les autorités politiques** : La visibilité des litiges peut inciter les autorités législatives ou réglementaires à prendre des mesures pour résoudre la problématique sanitaire, avant même qu'une décision de justice ne soit rendue.
- ❑ **Organiser des débats sociétaux** : Les affaires qui touchent à la santé publique suscitent souvent des débats publics sur les responsabilités du gouvernement, la responsabilité des entreprises et les droits des populations touchées. Cela pourrait permettre de donner la priorité à cette problématique pour les autorités politiques, ainsi que de mobiliser la population afin qu'elle exige les mesures nécessaires pour y remédier.
- ❑ **Créer un environnement propice à l'élaboration de politiques sans conflit** : Les plaintes en matière de protection des personnes consommatrices peuvent révéler des pratiques commerciales trompeuses et d'autres comportements répréhensibles de la part des industries du secteur privé, rendant ainsi plus difficile pour le gouvernement de justifier une intervention auprès de ces acteurs et limitant leur accès aux négociations politiques.

Le lancement d'un litige stratégique nécessite une planification et une exécution minutieuses. Les équipes juridiques doivent déterminer les objectifs immédiats et à long terme de l'affaire. Par exemple, un litige peut viser à faire respecter les lois existantes en matière de restrictions publicitaires ou à établir de nouvelles obligations pour réglementer les produits nocifs. Des objectifs clairs fournissent une feuille de route pour le processus judiciaire et garantissent que toutes les parties prenantes coordonnent leurs efforts.

Ensuite, les équipes juridiques doivent déterminer les revendications appropriées, rassembler des données, sélectionner les plaignants et les cibles stratégiques, choisir la juridiction appropriée, les ressources adéquates et élaborer une plainte solide.

<sup>9</sup> Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (ILGA) : Kirichenko K. Jurisprudence des organes conventionnels des Nations Unies sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles : Document d'orientation. Genève. Octobre 2019 ; Equinet : Réseau européen des organismes de promotion de l'égalité (Equinet). Litiges stratégiques, un manuel Equinet. 2017

<sup>10</sup> Il est toujours essentiel de mentionner que si les litiges peuvent faire progresser la santé publique même s'ils échouent, ils peuvent également encourager le gouvernement et l'industrie à poursuivre leur laxisme en matière d'application de la loi ou leurs mauvaises pratiques, et à créer de mauvaises lois. Voir l'étape relative à la minimisation des risques juridiques.

## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

3

**Plaider**

ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

ÉTAPE 7

Évaluer les risques

ÉTAPE 8

Communication et médias

4

**Évaluer**

## ÉTAPE 1

### Déterminer les revendications et anticiper les défis

Le choix du bon dossier est la clé de voûte d'un litige stratégique. Une affaire judicieusement sélectionnée permettra non seulement de résoudre une problématique spécifique de santé, mais aussi de créer des opportunités pour établir des précédents juridiques, influencer les politiques publiques et mobiliser l'appui du public sur cette problématique. Les équipes juridiques doivent examiner plusieurs facteurs afin de déterminer si l'affaire se prête à un litige stratégique ou non.

Les affaires à porter devant les tribunaux dépendent des causes d'action constitutionnelles, légales et procédurales disponibles dans une juridiction particulière, d'une analyse juridique des données requises pour chacune d'entre elles, ainsi que de la réceptivité historique du tribunal à l'égard des affaires connexes. Il est également important de prendre en considération les contre-arguments susceptibles d'être avancés à l'encontre de telles affirmations et le degré de persuasion dont a fait preuve l'opposition dans des cas similaires. Les équipes juridiques doivent évaluer la solidité de leur dossier à la lumière des arguments susceptibles d'être avancés par la partie adverse et élaborer des contre-arguments solides.

Les litiges stratégiques permettent idéalement non seulement d'atteindre des objectifs immédiats en matière de santé publique, mais aussi de contribuer à des progrès à long terme dans ce domaine. Cependant, il est important que les équipes juridiques comprennent que les litiges sont également intrinsèquement opportunistes, ce qui signifie que l'affaire emblématique parfaite ne se présentera pas toujours. Au contraire, ce qui pourrait rendre le litige stratégique, c'est son approche itérative ou séquentielle de plusieurs affaires. Plusieurs OSC dans plusieurs juridictions pourraient envisager d'intenter des poursuites similaires contre un acteur de l'industrie dans le cadre d'une approche coordonnée afin de maximiser l'impact de chaque affaire. Les personnes engagées dans le plaidoyer peuvent également envisager de porter devant les tribunaux une série d'affaires moins importantes et moins emblématiques, mais qui peuvent se renforcer mutuellement afin d'atteindre l'objectif du plaidoyer grâce à la progression ou à la somme des résultats obtenus dans chacune de ces affaires.

Les revendications que l'on formule dépendent de l'objectif du plaidoyer. Par exemple :

- **Séparation entre le gouvernement et de l'industrie en l'absence de lois claires sur les conflits d'intérêts :** Envisagez de dénoncer les pratiques commerciales trompeuses de l'industrie afin de dissuader le gouvernement d'interagir avec ces entreprises et de se laisser influencer par ces dernières.
- **Réglementation gouvernementale en matière d'étiquetage ou de commercialisation :** Les mesures de protection des personnes consommatrices peuvent soutenir cet objectif en soulignant l'importance de messages clairs et cohérents, ainsi que d'une réglementation efficace. Cependant, on pourrait invoquer des violations constitutionnelles de la part de l'agence gouvernementale concernée pour ne pas avoir protégé le droit à la santé et à l'information.
- **Exiger des services de livraison de repas à moto qu'ils fournissent des casques à leurs employés :** Vérifiez si les lois sur la sécurité des personnes travailleuses sont suffisamment générales pour englober ce type d'exigences.

L'étude des règles de procédure et des affaires antérieures de la juridiction devrait fournir des informations clés sur ce qui répondra aux exigences et ce qu'un tribunal est susceptible de trouver convaincant. S'appuyer sur la jurisprudence, en tirant parti des décisions nationales et internationales, permettra de renforcer considérablement l'argumentation.

Les évaluations juridiques telles que celles présentées dans le premier chapitre de ce guide, devraient mettre en évidence les corps de lois et les causes d'action potentiels que les plaidants peuvent utiliser pour faire progresser la santé publique. Voyez large ! Si certaines juridictions permettent d'invoquer les droits humains internationaux et la Constitution, d'autres pays peuvent être plus favorables à d'autres causes d'action fondées sur des motifs statutaires ou procéduraux.

## Introduction

1

### Analyser

2

### Rédiger

3

### Plaider

#### ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

#### ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

#### ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

#### ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

#### ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

#### ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

#### ÉTAPE 7

Évaluer les risques

#### ÉTAPE 8

Communication et médias

4

### Évaluer

Types d'affaires :

1. **Contester l'inaction du gouvernement :** Lorsque les gouvernements manquent à leur obligation de protéger la santé publique, des poursuites judiciaires peuvent les contraindre à agir. Cela implique souvent de démontrer que l'inaction du gouvernement viole des obligations constitutionnelles ou internationales, telles que le droit à la santé. Les arguments peuvent inclure :
  - a. Mise en évidence des obligations du gouvernement en vertu du droit constitutionnel et international
  - b. Recours à des témoignages des personnes expertes pour démontrer l'impact sur la santé publique de l'inaction
  - c. Présentation de l'affaire comme une violation des droits afin de renforcer l'engagement judiciaire

## ÉTUDE DE CAS : COLOMBIE

**Contestation constitutionnelle de l'inaction du ministère de la Santé quant à la mise en œuvre de l'étiquetage FOPL en Colombie :** En 2019, Red PaPaz, une organisation colombienne de la société civile dédiée aux droits des enfants, a intenté une acción popular (« action populaire ») contre le ministère de la santé et d'autres organismes de réglementation pour ne pas avoir mis en œuvre l'étiquetage nutritionnel obligatoire sur les aliments ultra-transformés riches en sucre, en sodium et en graisses saturées. En démontrant que les retards pris par le gouvernement violaient les droits fondamentaux, Red PaPaz a réussi à contraindre les autorités à adopter un système FOPL fondé sur des bases scientifiques. Cette décision a établi un précédent juridique, ouvrant la voie au recours aux tribunaux pour obliger le gouvernement à adopter des politiques de santé publique. Elle a également réaffirmé le devoir de l'État de réglementer l'environnement alimentaire dans l'intérêt public.

Le procès soutenait que l'absence d'étiquettes d'avertissement obligatoires constituait une violation du droit à la santé et du droit des personnes consommatrices à recevoir des informations claires et fiables sur les produits. L'affaire visait à contraindre le gouvernement à adopter une réglementation fondée sur des données probantes et à empêcher l'industrie d'interférer dans le processus réglementaire.

Red PaPaz a fait valoir que l'inaction du gouvernement avait directement contribué à l'augmentation des maladies liées à l'alimentation et que les organismes de réglementation avaient manqué à leur devoir d'adopter des mesures fondées sur les meilleures données scientifiques disponibles. De plus, Red PaPaz a mis en lumière l'influence de l'industrie dans l'élaboration des politiques, démontrant comment les intérêts des entreprises avaient retardé et affaibli les initiatives réglementaires, renforçant ainsi la justification d'une intervention judiciaire.

Le tribunal a jugé que le ministère de la Santé avait manqué à ses obligations constitutionnelles en ne mettant pas en œuvre un système FOPL fondé sur des données scientifiques. Le tribunal a ordonné au ministère d'émettre une réglementation exigeant des étiquettes d'avertissement claires sur tous les produits ultra-transformés contenant des quantités excessives de sucre, de sodium ou de graisses saturées, ainsi que des édulcorants artificiels. Il est important de noter que la décision stipulait que la nouvelle réglementation devait être fondée sur des données scientifiques indépendantes, exemptes de tout conflit d'intérêts, afin de garantir que le lobbying de l'industrie ne compromette pas les mesures de santé publique. Bien que la cour ne se soit pas prononcée explicitement sur l'ingérence de l'industrie, sa décision a effectivement annulé le modèle d'étiquetage précédemment soutenu par le gouvernement et par l'industrie.



## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

3

**Plaider**

ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

ÉTAPE 7

Évaluer les risques

ÉTAPE 8

Communication et médias

4

**Évaluer**

2. **Responsabiliser le secteur privé** : Une action en justice peut être intentée contre des entreprises privées afin de les tenir responsables des dommages qu'elles causent et de les dissuader de commettre de nouvelles infractions. Ces affaires concernent souvent les lois sur la protection des personnes consommatrices, mais des recours constitutionnels peuvent être possibles dans certaines juridictions qui reconnaissent l'obligation des acteurs privés de respecter les droits fondamentaux. Les arguments peuvent inclure :
  - a. Le secteur privé trompait les personnes consommatrices avec des allégations santé mensongères ou ciblait injustement les enfants dans ses publicités pour des produits malsains.
  - b. Le secteur privé a collecté de manière abusive des données sur les personnes consommatrices afin de les manipuler et de leur vendre des produits malsains.
  - c. Le secteur privé a augmenté les prix et réduit la disponibilité des aliments sains en regroupant les épiceries et en fermant des magasins, en particulier dans les zones à faible revenu.
  - d. Le secteur privé a conçu des produits destinés à inciter à la surconsommation et à la dépendance, sans avertir les personnes consommatrices des dangers encourus.
  - e. Le secteur privé a violé le droit à la santé et à l'information en commercialisant de manière trompeuse des produits malsains.
  - f. Le secteur privé a violé le droit à l'information en manipulant et en achetant des recherches scientifiques biaisées.

### ÉTUDE DE CAS : BRÉSIL

**Mead Johnson, Nestlé et Danone ont trompé les personnes consommatrices et ont fait la promotion croisée du lait maternisé et du « lait pour tout-petits »** : L'OSC brésilienne de défense des personnes consommatrices Instituto Brasileiro de Defesa do Consumidor (IDEC) a poursuivi Mead Johnson, Nestlé et Danone pour commercialisation trompeuse de « lait pour tout-petits », une boisson ultra-transformée contenant des sucres ajoutés. L'IDEC a fait valoir que les parties en défense avaient recours à des stratégies de promotion croisée trompeuses afin de semer la confusion dans l'esprit des personnes consommatrices entre le lait pour tout-petits et les préparations pour nourrissons, et de contourner la réglementation brésilienne protégeant l'allaitement maternel et la nutrition infantile.

L'IDEC a stratégiquement exploité plusieurs lois, notamment la loi brésilienne sur la commercialisation des aliments pour nourrissons et jeunes enfants, qui restreint la promotion des préparations pour nourrissons, et le code brésilien de défense des personnes consommatrices (CDC), qui interdit la publicité trompeuse et protège le droit des personnes consommatrices à une information exacte. Les protections constitutionnelles en matière de santé, de droits des personnes consommatrices et de protection de l'enfance ont également été au cœur des arguments avancés par l'IDEC. Le procès alléguait que les entreprises utilisaient des emballages, des marques et un positionnement similaires dans les magasins pour les préparations pour nourrissons et le « lait pour tout-petits », afin de brouiller les distinctions entre les produits, de semer la confusion chez les personnes consommatrices et d'enfreindre les restrictions relatives à la promotion des substituts du lait maternel. L'IDEC a affirmé que ces tactiques favorisaient la désinformation et augmentaient les risques pour la santé en décourageant l'allaitement maternel.

Dans le cadre de sa stratégie juridique, l'IDEC a déposé une demande d'assistance juridique étrangère (FLA) aux États-Unis afin d'obtenir des informations précieuses auprès de Mead Johnson & Co LLC, la société mère basée aux États-Unis responsable des politiques nutritionnelles mondiales. Le tribunal américain a accédé à la demande de l'IDEC visant à obtenir la divulgation complète des informations, obligeant Mead Johnson à révéler ses stratégies marketing, ses tactiques de promotion croisée, ses études internes sur la confusion entre les produits, les plaintes des personnes consommatrices et les études sur l'impact sur la santé des tout-petits consommant ces produits. L'affaire est en cours. L'IDEC réclame 60 millions de réaux brésiliens (environ 10 millions de dollars américains) à titre de dommages-intérêts collectifs et demande l'interdiction pure et simple des emballages trompeurs similaires à ceux utilisés par les parties en défense.



## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

3

**Plaider**

ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

ÉTAPE 7

Évaluer les risques

ÉTAPE 8

Communication et médias

4

**Évaluer**

3. **Remédier aux défaillances procédurales** : Les litiges peuvent également porter sur des lacunes procédurales, telles que le manque de transparence ou de consultation publique lors de l'élaboration des politiques. Ces affaires garantissent que les processus de gouvernance sont équitables, inclusifs et conformes aux normes juridiques. Parmi les arguments juridiques possibles, on peut inclure :
  - a. Les procédures gouvernementales doivent être suspendues ou annulées à moins que les procédures appropriées ne soient suivies et signalées au tribunal.
  - b. Les personnes législatrices en conflit d'intérêts devraient s'abstenir de participer à certains votes et processus.
  - c. La société civile devrait être pleinement impliquée dans le processus d'élaboration des politiques.
  - d. Les gouvernements devraient rendre publiques les informations relatives à leurs décisions et à leurs influences, notamment les calendriers des réunions avec l'industrie et d'autres parties prenantes.

### ÉTUDE DE CAS : KENYA

#### Remise en question de l'absence de processus public lors de l'élaboration des politiques au

**Kenya** : Des juristes d'intérêt public ont intenté une action contre le gouvernement pour contester les modifications apportées à la loi sur les semences et les variétés végétales. La loi exigeait la certification et l'enregistrement des semences, tout en criminalisant le partage et l'échange de semences non enregistrées. Ces changements ont eu des répercussions sur les droits des personnes agricultrices et des communautés autochtones, qui pratiquaient traditionnellement des échanges informels de semences afin de favoriser la rotation des cultures et une production alimentaire locale efficace, mais ils ont également levé de facto l'interdiction des semences et des produits génétiquement modifiés sans consultation publique. L'action en justice a contesté la nouvelle règle tant sur le plan des droits internationaux et constitutionnels que sur le plan procédural, en invoquant l'obligation de consultation publique pour de tels changements politiques. Les parties ont présenté leurs conclusions finales devant le tribunal le 15 mai 2025, et le jugement est attendu pour novembre 2025.



## ÉTAPE 2

### Rassembler des données

Les équipes juridiques doivent évaluer les données dont elles auront besoin pour étayer leurs revendications et démontrer la nécessité d'une intervention judiciaire. Les données requises dépendent des réclamations. De plus, différents systèmes juridiques peuvent exiger plus ou moins de données pour engager une procédure judiciaire et prévoir des processus plus ou moins rigoureux en matière de divulgation ou de communication préalable au cours de la procédure. Les types de données peuvent inclure :

1. **Données scientifiques** : Études illustrant le fardeau des maladies non transmissibles (MNT) et le lien entre les répercussions sur la santé et les pratiques néfastes ou les interventions juridiques.
2. **Analyses économiques** : Données mettant en évidence le poids financier des défaillances du système de santé publique sur les individus et les gouvernements, notamment les dépenses de santé et la perte de productivité au travail due aux maladies chroniques. Données sur les profits et des revenus générés par les secteurs privés nuisibles à la santé.

## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

3

**Plaider**

ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

ÉTAPE 7

Évaluer les risques

ÉTAPE 8

Communication et médias

4

**Évaluer**

3. **Données sur la tromperie** : Données mettant en lumière le caractère mensonger, ambigu ou trompeur des déclarations et publicités de l'industrie, notamment en ce qui concerne le risque de confusion pour les personnes consommatrices.
4. **Données de non-conformité** : Données démontrant le non-respect par de l'industrie de la législation en matière de santé publique ou l'application laxiste de cette législation par le gouvernement.
5. **Données comparatives** : Études de cas provenant d'autres juridictions qui démontrent l'efficacité de politiques ou d'interventions similaires.

## ÉTAPE 3

### Sélectionner les bonnes parties en demande et en défense

Toutes les stratégies de litige affirmatif nécessitent une évaluation stratégique des bonnes demandes à présenter, ainsi que des meilleures parties en demande pour faire valoir ces demandes et des meilleures parties en défense à cibler (dans le cadre d'un litige défensif, ceux-ci sont choisis par quelqu'un d'autre).

Le choix des bonnes parties en demande est essentiel à la réussite du litige. Les parties en demande doivent généralement avoir qualité pour agir, ce qui signifie qu'ils sont directement concernés par l'action ou l'inaction des parties en défense. Toutefois, dans certains cas, les règles de procédure permettent aux organisations de disposer de la qualité pour agir, ce qui autorise une organisation de la société civile à engager une action dans l'intérêt du public. Dans certaines juridictions, des règles permanentes élargissent le cercle des parties en demande potentielles. Il est important d'étudier ces règles de procédure afin de s'assurer que tous les parties en demande prises en considération satisfont aux exigences applicables.

Les parties en demande servent souvent de figure de proue à l'affaire et de symboles au mouvement qui milite pour un changement systémique. Par conséquent, leur crédibilité, leur fiabilité et leur capacité à établir des liens sont essentielles. Par exemple, une personne ou une communauté vulnérable touchée de manière disproportionnée par la problématique peut humaniser le cas et susciter la sympathie du public. Cependant, les écarts de conduite passés d'un plaignant peuvent avoir un impact négatif sur l'ensemble de l'affaire. Parmi les exemples de ce type d'indiscrétions, on peut citer une affiliation antérieure à une industrie nuisible à la santé, des déclarations antérieures exagérées à la presse ou des déclarations antérieures trompeuses à la presse. Il est important d'examiner et de prendre en considération le contexte de chaque partie en demande et de procéder à ces sélections de manière stratégique.

Le choix des parties en défense est tout aussi important. Il y aura des cas où il sera préférable d'intenter une action contre le gouvernement, car son devoir d'agir est le plus évident et une action gouvernementale contrainte permettra de mieux atteindre votre objectif de défense des droits. Dans d'autres cas, votre cible devrait être un acteur du secteur privé qui n'a pas respecté les lois ou les règlements ou qui a violé certains droits.

Pour obtenir une visibilité et un impact maximum, il peut être stratégique de cibler une grande entreprise multinationale qui domine le marché. Cependant, ces entreprises sont également celles qui disposent des ressources les plus importantes. Il convient donc de se demander s'il ne serait pas plus facile de cibler une entreprise plus petite tout en continuant à faire progresser votre objectif de plaidoyer. Les juristes doivent déterminer s'il convient d'intenter une action contre un seul acteur privé ou contre plusieurs. Chaque approche présente des avantages et des inconvénients. Cibler un seul acteur malveillant permet de réduire la taille et la complexité du dossier, ce qui peut s'avérer plus rentable. Cependant, cela risque de laisser libre cours au comportement d'autres acteurs malveillants. À l'inverse, choisir de s'attaquer à plusieurs multinationales peut permettre de mieux lutter contre les comportements répréhensibles, mais cela peut s'avérer fastidieux et nécessiter d'importantes ressources. Dans les deux cas, il sera essentiel de tenir compte du fait que les cibles se pointeront mutuellement du doigt pour se décharger de leur responsabilité. N'oubliez pas non plus

## Introduction

1

### Analyser

2

### Rédiger

3

### Plaider

#### ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

#### ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

#### ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

#### ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

#### ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

#### ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

#### ÉTAPE 7

Évaluer les risques

#### ÉTAPE 8

Communication et médias

4

### Évaluer

que les litiges stratégiques sont conçus pour avoir des répercussions au-delà du défendeur choisi. Ainsi, il convient de se demander si une affaire de moindre envergure (contre une seule entreprise) pourrait avoir des répercussions plus larges (par exemple, une injonction contre certains types de pratiques commerciales auxquelles se livrent de nombreux acteurs). Cela pourrait être un moyen de traiter les affaires de manière plus rentable et plus facile à gérer, tout en ayant un impact plus large.

## ÉTUDE DE CAS : INDE

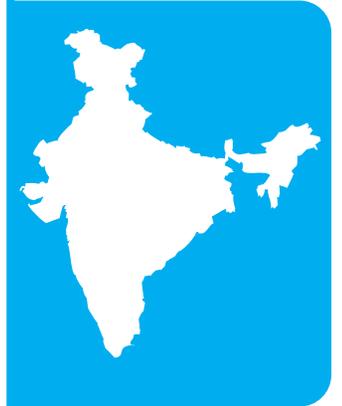
### Sélection stratégique des parties en demande et en défense dans les affaires de protection des personnes consommatrices en Inde

En Inde, les plaintes des personnes consommatrices à l'encontre de l'industrie ont joué un rôle clé dans la promotion de l'étiquetage nutritionnel sur les emballages et le renforcement de la réglementation relative à l'étiquetage des aliments. Les organisations de la société civile et les personnes engagées dans la défense des personnes consommatrices ont stratégiquement utilisé la loi sur la protection des personnes consommatrices pour contester les étiquettes et publicités trompeuses sur les produits alimentaires, tout en plaidant pour des messages clairs et une réglementation renforcée. Cette stratégie consistait à désigner des acheteurs individuels comme partie en demande et à cibler une multitude de parties en défense et de produits spécifiques dans le cadre de plaintes administratives. Le processus était relativement simple et peu coûteux à mettre en œuvre (les plaintes étaient déposées en ligne via le portail de l'Autorité de protection des personnes consommatrices), mais il a atteint un volume critique qui a attiré l'attention des pouvoirs exécutif et judiciaire.

Une plainte déposée auprès de l'Autorité de protection des personnes consommatrices contre Mondelez International (Cadbury Bournvita) contestait les allégations marketing, notamment celles selon lesquelles le produit apportait « de la force au quotidien », « de la force physique » et « de la force mentale ». La plainte faisait valoir que ces déclarations n'étaient pas fondées sur des données et induisaient les personnes consommatrices en erreur en vantant faussement les bienfaits du produit pour la santé et en omettant de mentionner sa forte teneur en sucre. Étant donné que Bournvita est principalement commercialisé auprès des enfants, cette affaire a mis en évidence la nécessité urgente d'un étiquetage transparent et d'avertissements clairs sur les produits riches en sucre, en sel et en graisses.

Les personnes engagées dans le plaidoyer ont demandé trois types de mesures : premièrement, la suppression des allégations trompeuses sur Bournvita et les produits similaires ; deuxièmement, des sanctions contre les fabricants pratiquant un marketing trompeur ; et troisièmement, une évaluation réglementaire visant à renforcer les lois sur l'étiquetage et à recommander l'adoption de l'étiquetage frontal pour les produits malsains. Pour appuyer leur cause, les personnes engagées dans le plaidoyer ont mené une stratégie sur plusieurs fronts, notamment en sensibilisant les membres du Parlement et les organismes de réglementation tels que la Commission nationale des droits de l'homme (NHRC) et la Commission nationale pour la protection des droits de l'enfant (NCPCR) afin qu'ils soutiennent une réglementation plus stricte. Les personnes engagées dans le plaidoyer ont également déployé cette stratégie pour dénoncer les allégations trompeuses d'autres produits dans la presse écrite, les médias électroniques et les réseaux sociaux, en déposant des plaintes supplémentaires contre ces fabricants, soulignant ainsi les problématiques systémiques liées à l'étiquetage alimentaire et aux pratiques commerciales en Inde.

Cette stratégie a révélé des lacunes majeures dans la réglementation indienne sur l'étiquetage alimentaire, suscitant un appel plus large à des réformes. Les associations de personnes consommatrices et les personnes engagées dans le plaidoyer en faveur de la santé ont depuis lors appelé à supprimer les classifications trompeuses de « boissons santé » pour les produits à forte teneur en sucre, à évaluer la teneur en sucre des aliments pour bébés et des boissons conditionnées, à renforcer la surveillance de l'Autorité de protection des personnes consommatrices sur les publicités pour les produits alimentaires et à adopter les meilleures pratiques mondiales en matière d'étiquetage nutritionnel sur le devant des emballages, en s'inspirant de modèles efficaces tels que ceux du Chili et du Mexique.



## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

3

**Plaider**

ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

ÉTAPE 7

Évaluer les risques

ÉTAPE 8

Communication et médias

4

**Évaluer**

## ÉTAPE 4

### Choisir la juridiction appropriée

Le choix de la juridiction appropriée est essentiel pour maximiser l'impact d'un litige. Les équipes juridiques doivent évaluer les règles de procédure, l'indépendance judiciaire et la réceptivité de la juridiction aux affaires d'intérêt public. Par exemple, saisir une cour constitutionnelle peut mettre l'accent sur les droits fondamentaux en jeu, tandis que poursuivre une action en justice au niveau international peut attirer l'attention mondiale sur la problématique (mais peut aboutir à une décision non contraignante et inapplicable).

Les juristes doivent envisager de saisir les tribunaux administratifs et s'assurer que tous les recours administratifs ont été épuisés avant d'intenter une action en justice devant les tribunaux. Les organismes administratifs sont généralement chargés de mettre en œuvre et d'appliquer les réglementations en matière de santé publique, et les règles de procédure peuvent exiger que les requérants demandent réparation auprès de l'autorité administrative ou du tribunal avant de saisir la justice. Les autorités administratives et les tribunaux peuvent également constituer des instances efficaces pour demander au gouvernement de faire respecter les réglementations des agences en cas de non-conformité ou pour contester les décisions des agences qui compromettent les objectifs de santé publique.

#### ÉTUDE DE CAS : COLOMBIE

##### Poursuite judiciaire réussie contre une publicité trompeuse pour une boisson sucrée devant l'autorité administrative

En décembre 2017, Red PaPaz, une organisation colombienne de la société civile dédiée aux droits des enfants, a déposé une plainte administrative contre Postobón S.A., un important producteur de boissons sucrées, alléguant que l'entreprise se livrait à des pratiques commerciales trompeuses pour ses boissons sucrées HIT. La plainte contestait les allégations trompeuses qui présentaient le HIT comme un « jus », un « vrai fruit » et « la meilleure option pour la boîte à lunch », créant ainsi une fausse impression quant à sa valeur nutritionnelle. Red PaPaz a fondé son argumentation sur la loi colombienne relative à la protection des personnes consommatrices, qui interdit la publicité trompeuse et prévoit des mesures de protection spéciales pour les enfants consommateurs.

Les analyses en laboratoire ont révélé que HIT ne contenait que 8 à 14 % de fruits, ce qui contredit directement les allégations marketing. De plus, l'affirmation « me rend plus fort » suggérait des bienfaits pour la santé qui n'étaient pas étayés par des données scientifiques. De même, aucune donnée ne permettait d'affirmer que le HIT était « la meilleure option pour la boîte à lunch ».

En 2021, la Superintendencia de Industria y Comercio (SIC) a infligé une amende historique de 1 660 000 000 COP (environ 383 000 dollars américains) à Postobón, confirmant que sa publicité était trompeuse et renforçant la loi colombienne sur la protection des personnes consommatrices. L'appel interjeté par Postobón contre cette décision a été rejeté, confirmant ainsi le caractère historique de cette décision. Cette décision a créé un précédent important en matière de marketing alimentaire honnête, en particulier pour les produits destinés aux enfants.



Les actions intentées devant les tribunaux nationaux constituent souvent la meilleure option pour obtenir des précédents juridiques contraignants et exécutoires qui favorisent la réalisation des objectifs de santé publique. Cependant, les équipes juridiques doivent examiner attentivement les règles de procédure, les préjugés judiciaires ou les influences politiques susceptibles d'avoir une incidence sur la solidité et l'efficacité d'une action devant les tribunaux nationaux. Certains pays disposent de cours constitutionnelles spécifiques

## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

3

**Plaider**

ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

ÉTAPE 7

Évaluer les risques

ÉTAPE 8

Communication et médias

4

**Évaluer**

qui traitent les plaintes concernant les actions ou l'inaction du gouvernement susceptibles de violer les droits constitutionnels, ou qui peuvent contraindre les autorités à adopter, mettre en œuvre, renforcer ou appliquer des réglementations fondées sur des arguments liés aux droits.

Lorsque les recours internes sont insuffisants ou indisponibles, les mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme peuvent être utilisés pour traiter les problématiques de santé publique. Les organismes internationaux regroupent des instances judiciaires, comme la Cour interaméricaine des droits humains, ainsi que des instances quasi judiciaires, telles que les organes conventionnels des Nations Unies. Les litiges internationaux permettent de tenir les États responsables du non-respect de leurs obligations internationales, notamment celles énoncées dans les traités relatifs aux droits humains. Ces instances peuvent interpréter le droit à la santé de manière extensive, mais elles sont limitées par le fait que leurs décisions sont souvent non contraignantes et inapplicables. Il convient d'examiner si une telle mesure pourrait être utilisée pour inciter les États à agir ou pour persuader les tribunaux nationaux, même si la décision elle-même n'est pas exécutoire.

## ÉTAPE 5

### Choisir le moment opportun

Le timing est un facteur crucial à prendre en considération. Les équipes juridiques doivent évaluer avec soin le contexte juridique, politique et sociétal afin de déterminer le moment le plus opportun pour intenter une action en justice. Dans le cadre de ce calcul, les équipes doivent tenir compte du temps nécessaire pour rassembler les données relatives à l'affaire, former des coalitions et préparer la plainte.

Intenter une action en justice au bon moment peut en maximiser l'impact. Les personnes engagées dans le plaidoyer doivent évaluer si le litige s'inscrit dans le contexte des débats législatifs en cours, des évolutions de la composition judiciaire ou d'une sensibilisation croissante du public à la problématique. Dans certains cas, une action en justice peut être plus efficace lorsqu'elle coïncide avec d'autres efforts de plaidoyer, tels qu'une campagne de communication ou une évaluation internationale des droits humains visant à déterminer si le gouvernement respecte ses obligations en matière de santé publique. Si le moment choisi pour porter une affaire devant les tribunaux n'est pas opportun, celle-ci risque de se heurter à la réticence des autorités judiciaires, à un engagement limité du public ou à un élan de soutien affaibli.

Il est important de veiller à ce que le choix du moment pour présenter votre affaire soit en accord avec votre objectif de défense. Par exemple, si un litige vise à dissocier le secteur privé de l'élaboration des politiques gouvernementales, il devrait être intenté suffisamment tôt dans le processus politique afin de favoriser une délibération et un développement exempts de conflits.

## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

3

**Plaider**

ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

ÉTAPE 7

Évaluer les risques

ÉTAPE 8

Communication et médias

4

**Évaluer**



## ÉTAPE 6

### Former des coalitions et mobiliser le soutien

Les litiges stratégiques bénéficient de coalitions solides, composées notamment de juristes expérimentés, d'organisations de la société civile, d'universitaires, des personnes expertes en santé publique et de la communauté au sens large. Ces partenariats apportent des ressources supplémentaires, une expertise et un soutien public, renforçant ainsi l'impact du litige.

Les affaires liées à la santé publique et aux droits humains nécessitent souvent une expertise technique approfondie, des ressources financières importantes et un plaidoyer soutenu, ce qui peut être difficile à gérer pour une seule entité. En réunissant une coalition multidisciplinaire diversifiée, les efforts en matière de litiges gagnent en crédibilité, en résilience et en impact. La sensibilisation des médias peut amplifier davantage l'affaire, en veillant à ce qu'elle trouve un écho auprès du public et des autorités politiques.

La formation de coalitions solides peut également protéger les parties à un litige contre les réactions négatives de l'industrie et du monde politique. L'union fait la force, et une large coalition peut accroître le soutien du public et dissuader le gouvernement et l'industrie de prendre des mesures de rétorsion contre les principales parties en demande.

L'un des principaux avantages des coalitions diversifiées réside dans leur capacité à renforcer les arguments juridiques et à étayer les revendications fondées sur des données. Dans de nombreux cas, les contestations juridiques reposent sur des données scientifiques, des analyses économiques et des normes juridiques internationales, qui nécessitent la contribution d'instituts de recherche, des personnes expertes en politiques publiques et de spécialistes de la santé publique. Cette approche multidisciplinaire renforce non seulement la solidité de l'argumentation, mais incite également les tribunaux à tenir compte des enjeux plus larges en matière de santé publique.

## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

3

**Plaider**

ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

ÉTAPE 7

Évaluer les risques

ÉTAPE 8

Communication et médias

4

**Évaluer**

## ÉTUDE DE CAS : MEXIQUE

### Mise en place d'une coalition pour défendre la constitutionnalité de l'étiquetage FOPWL au Mexique :

Avec le soutien massif des organisations de la société civile, le Mexique a adopté en octobre 2019 une loi stricte sur l'étiquetage nutritionnel, qui impose l'apposition d'étiquettes d'avertissement sur les aliments et boissons transformés, ainsi que des restrictions en matière de commercialisation. Suite à la pression continue exercée par les groupes de santé publique, le gouvernement a approuvé un règlement d'application en mars 2020, qui est entré en vigueur en octobre 2020.

L'industrie alimentaire et des boissons a rapidement riposté en intentant au moins 170 procès, appelés « amparos », affirmant que la réglementation était inconstitutionnelle. Les entreprises ont fait valoir que la réglementation violait leurs libertés commerciales, la libre concurrence, les principes de proportionnalité et de non-discrimination.

La Cour suprême de justice du Mexique (SCJN) a rejeté ces recours et confirmé la constitutionnalité du règlement de l'étiquetage FOPWL. La décision unanime (11 voix contre 0) de la SCJN a réaffirmé que la protection de la santé publique prime sur les intérêts des entreprises. La décision stipule que l'étiquetage FOPWL ne porte pas atteinte aux libertés commerciales, car les entreprises restent libres de vendre leurs produits. Par ailleurs, la Cour a estimé que la réglementation de l'étiquetage FOPWL était proportionnée et non discriminatoire, soulignant que des alternatives moins contraignantes n'auraient pas produit les mêmes résultats, et que cette réglementation s'appliquait de manière équitable à tous les produits préemballés riches en sucre, en sodium et en graisses saturées. La Cour a également souligné que l'étiquetage FOPWL responsabilise les personnes consommatrices en fournissant des avertissements clairs et fondés scientifiquement sur les teneurs excessives en sucre, en matières grasses et en sodium. De plus, elle a jugé que les droits des enfants étaient protégés grâce à des avertissements spécifiques concernant la caféine et les édulcorants artificiels, destinés à dissuader leur consommation par les mineurs. La Cour a souligné que l'étiquetage FOPWL repose sur des bases scientifiques et respecte les obligations constitutionnelles et internationales du Mexique en matière de droits humains.

Pour obtenir ce résultat, la coalition d'OSC a travaillé en étroite collaboration avec des personnes expertes juridiques et scientifiques afin de soumettre des mémoires d'amicus curiae défendant la validité constitutionnelle des réglementations FOPWL, en s'appuyant sur des données scientifiques solides et des arguments fondés sur les droits humains. GHAI a également joué un rôle clé dans le soutien aux personnes engagées dans le plaidoyer mexicains, en déposant des mémoires d'amicus curiae mettant en avant les arguments de santé publique et les meilleures pratiques internationales en matière d'étiquetage de mise en garde. La planification du litige par la coalition a permis de s'assurer que les arguments présentés par les différentes organisations se complétaient mutuellement pour un effet maximal. La coalition a également mené une campagne médiatique ciblée afin de sensibiliser le public aux avantages de l'étiquetage FOPWL pour la santé et de contrer les arguments de l'industrie qui présentaient cette loi comme une mesure anticoncurrentielle.

Cette décision a marqué une victoire majeure pour les droits des personnes consommatrices et a créé un précédent juridique important pour des réglementations similaires dans toute l'Amérique latine. Cette affaire a aussi illustré l'efficacité des litiges stratégiques et le rôle crucial des coalitions, comme l'Alianza por la Salud Alimentaria, dans la protection des politiques de santé publique face à l'opposition de l'industrie.



## Introduction

1

### Analyser

2

### Rédiger

3

### Plaider

#### ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

#### ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

#### ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

#### ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

#### ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

#### ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

#### ÉTAPE 7

Évaluer les risques

#### ÉTAPE 8

Communication et médias

4

### Évaluer

Au-delà des tribunaux, les coalitions jouent un rôle crucial dans l'engagement du public, en veillant à ce que les efforts judiciaires soient soutenus par des campagnes médiatiques et la mobilisation populaire. Une victoire juridique ne garantit pas toujours à elle seule un changement de politique, surtout si les gouvernements ou les acteurs de l'industrie s'opposent à son application. En coordonnant les actions en justice avec d'autres stratégies, les coalitions peuvent maintenir la pression sur les personnes décisionnaires, garantissant ainsi que les victoires juridiques se traduisent par un impact concret dans le monde réel.

Les coalitions constituent également un mécanisme de protection contre les représailles de l'industrie et du gouvernement. Les litiges en matière de santé publique remettent souvent en cause les intérêts puissants des entreprises, qui peuvent réagir par des tactiques d'intimidation juridique, des contre-poursuites ou des menaces économiques à l'encontre des parties en demande et des équipes juridiques. Une coalition bien structurée garantit qu'aucune entité ne supporte seule l'intégralité du risque, en fournissant un soutien juridique et institutionnel pour résister aux pressions politiques et industrielles. Dans certains cas, les coalitions peuvent coordonner les efforts judiciaires dans plusieurs juridictions, soit en coordonnant plusieurs poursuites nationales, soit en faisant appel à des instances juridiques régionales ou internationales afin de créer plusieurs fronts pour les parties en défense et de renforcer la responsabilité.

## ÉTUDE DE CAS : COLOMBIE

**Défense des messages de santé publique des OSC en Colombie : Educar Consumidores**, une organisation colombienne de défense des personnes consommatrices, a lancé en 2016 une campagne de communication sur la santé publique mettant en garde contre les risques pour la santé liés à la consommation de boissons sucrées. La campagne illustre la teneur en sucre des boissons populaires et établissait un lien entre leur consommation et des problématiques de santé. Postobón, un important producteur de boissons sucrées, a déposé une plainte auprès de la SIC, arguant que la campagne d'Educar Consumidores était trompeuse et manquait de données suffisantes. La SIC a statué en faveur de Postobón, ordonnant à Educar Consumidores de suspendre la campagne. Elle a également exigé que l'organisation soumette toutes ses futures campagnes concernant les boissons sucrées à la SIC pour évaluation et approbation préalables, en avertissant que toute violation pourrait entraîner des amendes.

En réponse à cette décision, plusieurs OSC ont déposé des tutelas (recours constitutionnels), arguant que la décision de la SIC violait le droit à la liberté d'expression des OSC et le droit à l'information des personnes consommatrices. Compte tenu de l'importance manifeste de ces affaires, la Cour constitutionnelle colombienne a exercé son pouvoir discrétionnaire pour évaluer ces tutelas. La Cour a statué que la décision de la SIC violait à la fois le droit des personnes consommatrices à recevoir des informations et le droit à la liberté d'expression d'Educar Consumidores. Elle a souligné que le libre accès à l'information est fondamental dans une démocratie et une économie de marché. Si les entreprises ont le droit de promouvoir leurs produits, les organisations de la société civile doivent avoir le droit d'informer les citoyens des risques associés à ces produits. La Cour a en outre déclaré que les campagnes de santé publique menées par des organisations à but non lucratif méritaient une protection constitutionnelle plus forte que la publicité commerciale.

Le soutien apporté par d'autres OSC à la campagne et à la position d'Educar Consumidores dans l'affaire de la SIC a renforcé la défense d'Educar Consumidores et attiré l'attention sur l'illégalité de la décision de la SIC. Ce précédent a finalement permis aux OSC colombiennes de lancer des campagnes agressives de communication afin de dénoncer les pratiques répréhensibles de l'industrie et de sensibiliser davantage le public aux problématiques de santé publique.



## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

3

**Plaider**

ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

ÉTAPE 7

Évaluer les risques

ÉTAPE 8

Communication et médias

4

**Évaluer**

Pour que les coalitions soient efficaces, il convient d'attribuer des rôles et des responsabilités clairs aux participants. Une implication dès les premières étapes favorise cette répartition et prévient la fragmentation ainsi que les conflits liés aux priorités en matière de litiges. Les coalitions efficaces s'appuient également sur des stratégies juridiques communes, des mécanismes de financement durables et une planification claire des litiges afin de maintenir leur élan au fil du temps.

## ÉTAPE 7

### Évaluer et anticiper les risques

Les litiges stratégiques peuvent nécessiter beaucoup de ressources et comporter des risques. Les personnes engagées dans le plaidoyer peuvent réduire ce problème en veillant à ce que leur analyse soit approfondie et actualisée, tout en collaborant avec d'autres pour préparer les différents volets du dossier. De plus, la création d'une coalition peut permettre de répartir la charge et d'augmenter votre capacité à résister aux défis et aux attaques. Parmi les risques, on compte :

Risques	Atténuation
<b>Coûts financiers et en temps</b>	Les litiges peuvent s'avérer coûteux et longs, exigeant des ressources importantes ainsi qu'un engagement constant de la part des équipes juridiques. Les coûts peuvent inclure les honoraires de juristes externes, les honoraires des personnes expertes et les campagnes de communication associées. Les procédures judiciaires peuvent s'étendre sur plusieurs mois, voire plusieurs années, et nécessitent un financement continu. La diversification des sources de financement, en sollicitant des subventions, en faisant appel à des services bénévoles ou en utilisant le financement participatif, peut aider à assurer la viabilité financière.
<b>Risques juridiques et procéduraux</b>	Les litiges peuvent se heurter à des obstacles juridiques et procéduraux, tels que des préjugés judiciaires, une jurisprudence défavorable et des exigences strictes en matière de données et d'épuisement des recours. Pour se préparer à ces situations, les équipes juridiques doivent évaluer les précédents judiciaires et préparer des arguments juridiques solides qui établissent des analogies avec les précédents positifs et distinguent les précédents négatifs, rassembler des données exhaustives, anticiper les contre-arguments et identifier d'autres instances si nécessaire.
<b>Risques politiques et sociaux</b>	Les litiges suscitent souvent la résistance de l'industrie, des gouvernements et même de certains segments de la population. Dans ce genre de situations, les réactions négatives peuvent prendre la forme d'une couverture médiatique défavorable, de mesures de rétorsion ou d'une ingérence politique. Les équipes juridiques peuvent contrer ces risques en inscrivant l'affaire dans le cadre plus large des préoccupations de santé publique et en formant des coalitions afin de démontrer un large soutien. Les efforts de communication stratégique peuvent également servir à mieux sensibiliser le public et à renforcer son soutien.
<b>Risques liés à la réputation</b>	Les personnes opposantes peuvent tenter de discréditer les plaignants ou les organisations de défense des droits afin de saper la légitimité de l'affaire. Une évaluation approfondie des points forts et des faiblesses de vos plaignants est indispensable. Par ailleurs, des stratégies de communication proactives, telles que des messages transparents et des campagnes de sensibilisation du public, sont essentielles afin de préserver la crédibilité et la confiance du public.

## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

3

**Plaider**

ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

ÉTAPE 7

Évaluer les risques

ÉTAPE 8

Communication et médias

4

**Évaluer**

### Incertitude des décisions

Même dans les cas où les fondements juridiques et probatoires sont solides, les tribunaux peuvent rendre des décisions défavorables qui créent des précédents juridiques négatifs et renforcent les personnes opposantes dans leur position. Bien que les litiges stratégiques puissent contribuer à la réalisation des objectifs de santé publique même lorsque l'affaire est rejetée en tout ou en partie, les parties au litige doivent évaluer avec soin les conséquences potentielles d'un résultat négatif. Demandez-vous si perdre le procès permettrait tout de même d'atteindre votre objectif, ou si cela affaiblirait vos efforts futurs, renforcerait les acteurs de l'industrie, voire fournirait aux gouvernements une justification pour réduire les protections sanitaires. Les litiges valent souvent la peine d'être engagés, mais les parties doivent évaluer les tendances judiciaires, anticiper les contre-arguments et préparer des stratégies de repli, telles que des voies juridiques alternatives, des recours ou des mesures complémentaires qui maintiennent la pression publique et politique sur les personnes décisionnaires.

### Réaction négative du gouvernement et du secteur privé

Le recours aux litiges stratégiques est une démonstration de force qui incite souvent les adversaires à reculer et à agir conformément aux objectifs de santé publique. Mais cela peut provoquer des réactions négatives de la part des milieux politiques et du secteur privé. Les gouvernements peuvent réagir en renforçant leur position régressive ou en discréditant les personnes engagées dans le plaidoyer en faveur de la santé publique, tandis que les industries du secteur privé peuvent recourir à des poursuites judiciaires, à des campagnes de relations publiques ou à des menaces économiques pour intimider les parties en demande. Pour anticiper ces réactions, il faut mettre en place des coalitions, élaborer des stratégies médiatiques et mettre en place des protections juridiques pour les plaignants et les personnes engagées dans le plaidoyer impliqués dans les litiges.

En fin de compte, la gestion des risques liés aux litiges ne consiste pas à éviter une décision défavorable, mais à planifier stratégiquement les revers et les résultats potentiels. Une stratégie contentieuse bien préparée repose sur des plans de viabilité financière, des stratégies juridiques variées et des mesures complémentaires qui renforcent le dossier au-delà de la salle d'audience. En reconnaissant ces risques dès le début et en mettant en œuvre des approches structurées d'atténuation, les litiges peuvent constituer un outil résilient et efficace pour faire progresser les objectifs de santé publique et la responsabilité du secteur privé.

## ÉTAPE 8

### Communication et plaidoyer médiatique

Les litiges stratégiques peuvent être soutenus et amplifiés par une communication efficace et une couverture médiatique qui sensibilisent et mobilisent davantage le public. À leur tour, les litiges et les précédents juridiques suscitent et attirent une attention médiatique considérable et peuvent influencer les futures campagnes de communication.

Le [guide d'action en matière de communication et de plaidoyer médiatique](#) de GHAI fournit des conseils détaillés pour élaborer, planifier et mettre en œuvre un plan de communication efficace.

Le plaidoyer médiatique sensibilise le public aux problématiques sous-jacentes abordées dans les litiges. Des messages clairs et accessibles peuvent aider le public à comprendre les enjeux de l'affaire et ses implications plus larges pour la santé publique. Par exemple, les campagnes mettant en avant les dangers des boissons sucrées peuvent contextualiser une action en justice visant à faire respecter les réglementations en matière

## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

3

**Plaider**

ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

ÉTAPE 7

Évaluer les risques

ÉTAPE 8

Communication et médias

4

**Évaluer**



d'étiquetage ou les taxes sur les boissons sucrées, suscitant ainsi le soutien du public en faveur de leur application.

Le cadrage est essentiel pour façonner la perception du public à l'égard des litiges. Les personnes expertes en communication devraient élaborer des récits qui mettent l'accent sur l'impact humain de la problématique, comme les dommages causés aux enfants par les pratiques publicitaires prédatrices. Des récits captivants peuvent rendre des arguments juridiques complexes plus accessibles et trouver un écho auprès d'un public plus large.

L'établissement de relations avec les journalistes et les médias peut garantir une couverture cohérente et précise de l'affaire. Les juristes doivent fournir des communiqués de presse clairs et concis, organiser des points presse et proposer des commentaires des personnes expertes afin de garder le contrôle du discours. L'utilisation conjointe des plateformes médiatiques traditionnelles et numériques permet d'élargir la portée d'une campagne.

Le timing des campagnes médiatiques doit correspondre aux étapes clés du processus judiciaire, telles que le dépôt de la plainte, les audiences ou les décisions rendues. Des efforts coordonnés garantissent que la couverture médiatique maintient l'intérêt du public et la pression sur les personnes décisionnaires tout au long du litige.

Le plaidoyer médiatique sert également de contrepoids aux discours du secteur privé. Les personnes opposantes peuvent présenter les litiges comme une atteinte aux libertés économiques ou à l'innovation. Des stratégies de communication proactives peuvent réfuter ces arguments, en soulignant la nécessité et la proportionnalité des mesures juridiques pour protéger la santé publique. L'intégration du plaidoyer médiatique dans une stratégie contentieuse peut mobiliser le soutien du public et garantir que les décisions judiciaires se traduisent par des avantages concrets. Lors de la conception d'une campagne médiatique, certains risques doivent être évalués, tels que la possibilité que le secteur privé riposte par des poursuites pour diffamation ou violation de marque déposée.

## Introduction

1

Analyser

2

Rédiger

3

Plaider

ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

ÉTAPE 7

Évaluer les risques

ÉTAPE 8

Communication et médias

4

Évaluer

## ÉTUDE DE CAS : ÉTATS-UNIS

**Mise en œuvre d'une approche à plusieurs volets pour promouvoir l'accessibilité et l'abordabilité**

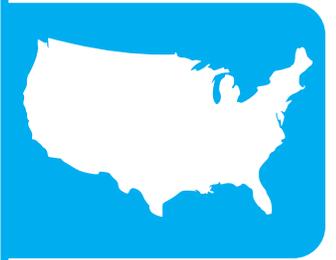
**des aliments sains aux États-Unis :** Le Center for Science in the Public Interest (CSPI) a joué un rôle clé dans l'opposition à la fusion Kroger-Albertsons, une opération qui menaçait de consolider le secteur privé du marché alimentaire américain et d'entraîner une hausse des prix des denrées alimentaires, une réduction du choix des personnes consommatrices et un accès limité à l'alimentation. La stratégie du CSPI était axée sur la mobilisation du public, la création de coalitions et l'engagement réglementaire. Le CSPI a recueilli plus de 18 000 signatures sur une pétition exhortant la Commission fédérale du commerce (FTC) à bloquer la fusion. Cette mobilisation populaire a démontré l'inquiétude généralisée du public à l'égard de la fusion, renforçant ainsi les arguments économiques et juridiques présentés lors des audiences réglementaires.

Le CSPI a donné suite à sa pétition en adressant une lettre à la FTC dans laquelle il exprimait ses préoccupations concernant l'accès à l'alimentation, l'équité du marché et les fermetures de magasins résultant de la fusion. Une réunion de suivi avec les responsables de la FTC a renforcé la position du CSPI auprès des régulateurs.

Au-delà de son engagement réglementaire, le CSPI a rejoint la coalition #StopTheMerger, qui regroupait des syndicats, des associations de défense des personnes consommatrices et des organisations de justice économique. Cette large coalition a étendu l'opposition au-delà des seuls droits des personnes consommatrices, en soulevant des inquiétudes liées aux pertes d'emplois, à la concurrence entre fournisseurs et aux pratiques anticoncurrentielles des entreprises. Le CSPI a également présenté la fusion comme une problématique de santé publique, arguant que la consolidation du secteur alimentaire limiterait l'accès à une alimentation saine, en particulier chez les communautés à faibles revenus déjà confrontées à des problèmes d'accessibilité financière et de désert alimentaire. Cet argument reliait les préoccupations en matière de concurrence à des problématiques de justice sociale et économique, rendant ainsi le dossier plus convaincant pour les régulateurs et le public.

L'un des éléments clés de l'opposition du CSPI résidait dans ses arguments concernant le plan de cession proposé, selon lequel Kroger et Albertsons proposaient de vendre 579 magasins à C&S Wholesale Grocers (C&S), une entreprise ayant une expérience limitée dans la gestion de magasins d'alimentation au détail, afin de maintenir la concurrence. Le CSPI, aux côtés d'autres groupes de défense, a poussé la FTC à faire valoir que C&S n'avait pas la capacité ni la présence sur le marché nécessaires pour gérer efficacement ces magasins. Le CSPI a souligné les échecs passés liés aux fusions dans le secteur de l'alimentation, notamment la cession Albertsons-Safeway, qui a entraîné la fermeture de nombreux magasins, affectant de manière disproportionnée les communautés à faibles revenus.

La défense du CSPI a contribué à une victoire juridique majeure lorsqu'un juge fédéral a bloqué la fusion, estimant qu'elle nuirait à la concurrence, ferait augmenter les prix et aurait un impact négatif sur les personnes travailleuses. Cette décision servira de référence pour les futurs recours juridiques contre la consolidation des entreprises. Cette affaire illustre comment les personnes engagées dans la défense peuvent recourir au droit de la concurrence pour atteindre des objectifs de santé publique.



## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

3

**Plaider**

ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

ÉTAPE 7

Évaluer les risques

ÉTAPE 8

Communication et médias

4

**Évaluer**

## Assistance juridique technique : Soutien au litige stratégique

GHAI joue un rôle essentiel en soutenant les litiges de santé publique, qu'ils soient offensifs ou défensifs. L'organisation le fait en élaborant des stratégies de litige, en contrant l'opposition de l'industrie et en offrant des opportunités de renforcement des capacités aux juristes qui plaident du monde entier.

GHAI réalise des analyses juridiques, prépare des mémorandums détaillés et des documents de référence, tout en anticipant les arguments des parties adverses. Cette démarche prévoit la réfutation des prétentions de l'industrie concernant les accords commerciaux, les droits constitutionnels et les enjeux économiques, tout en veillant à ce que les dossiers soient étayés par des arguments fondés sur des données, en mettant l'accent sur la santé publique et l'équité. De plus, GHAI soutient des stratégies affirmatives visant à faire respecter les droits constitutionnels et internationaux, ainsi que les protections légales des personnes consommatrices, tout en tenant les acteurs de l'industrie responsables des préjudices causés à la santé et à d'autres domaines.

Dans le cadre des affaires très médiatisées, GHAI soutient les efforts de litige en préparant des mémoires amicus qui inscrivent les affaires dans les cadres nationaux et mondiaux de santé publique, renforçant ainsi l'impact sociétal plus large des décisions judiciaires. De plus, les réseaux et partenariats juridiques de GHAI favorisent la collaboration entre les personnes expertes en santé publique et en droit, permettant ainsi aux stratégies de litige d'intégrer une expertise locale tout en respectant les normes juridiques internationales.

Grâce à ces initiatives, GHAI renforce la capacité des gouvernements et des OSC à protéger et faire respecter les politiques de santé publique, à atténuer les risques juridiques et à utiliser le litige stratégique comme un outil d'obligation de rendre des comptes et de progrès politique.

## Introduction

1

### Analyser

2

### Rédiger

3

### Plaider

ÉTAPE 1

Déterminer les revendications et les contestations

ÉTAPE 2

Recueillir des preuves

ÉTAPE 3

Déterminer les demandeurs et les défendeurs

ÉTAPE 4

Choisir la juridiction appropriée

ÉTAPE 5

Déterminer le moment opportun

ÉTAPE 6

Mobiliser le soutien

ÉTAPE 7

Évaluer les risques

ÉTAPE 8

Communication et médias

4

### Évaluer

## CHECKLIST Litiges stratégiques

- Définir des objectifs clairs de santé publique** : Identifiez si le litige vise à obliger le gouvernement à agir, à définir ou défendre des droits constitutionnels, à protéger une politique, à dissocier le secteur privé du gouvernement ou à tenir des industries du secteur privé nuisibles pour la santé responsables.
- Choisir les revendications appropriées et anticiper les contre-arguments** : Sélectionnez des revendications qui soutiennent votre objectif et préparer des arguments juridiques conformes au droit constitutionnel et international.
- Rassembler des données solides et des précédents juridiques** : Collectez des études scientifiques, des données économiques et des cadres juridiques internationaux pour étayer les revendications. Passez en revue les décisions judiciaires nationales et internationales pertinentes pour développer et renforcer les arguments juridiques.
- Sélectionner les bonnes parties en demande et en défense** : Veillez à ce que les parties en demande disposent de la qualité légale pour agir et qu'ils incarnent l'impact sur la santé publique. Choisissez les parties en défense de manière stratégique. Déterminez s'il est préférable d'intenter une action contre des acteurs publics ou privés et si une seule cible ou plusieurs cibles permettraient de mieux atteindre votre objectif.
- Déterminer la juridiction la plus pertinente** : Évaluez s'il est préférable de déposer une affaire devant des tribunaux administratifs, nationaux ou internationaux. Tenez compte des tendances judiciaires, des règles de procédure et de la probabilité d'une décision favorable.
- Choisir le moment opportun pour intenter une action en justice afin d'obtenir un impact maximal** : Synchronisez votre action en justice avec les débats législatifs, les campagnes de sensibilisation du public ou les échéances réglementaires.
- Anticiper les risques** : Évaluez la solidité de votre dossier et préparez-vous à des revers juridiques et à des réactions politiques négatives. Assurez-vous un financement durable et élaborer des plans d'urgence ainsi que des voies juridiques et des arguments alternatifs.
- Former des coalitions et mobiliser le soutien** : Mobilisez les organisations de la société civile, les personnes expertes juridiques et les professionnels de la santé publique. Coordonnez les litiges avec des stratégies complémentaires afin de maintenir la dynamique au-delà des tribunaux.
- Tirer parti du plaidoyer médiatique pour susciter l'engagement du public** : Faites appel à une communication stratégique pour sensibiliser et influencer l'opinion publique, contrer les discours de l'industrie et mettre en avant l'impact humain des défis juridiques.

**Introduction**

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

3

**Plaider**

4

**Évaluer**

## Chapitre 4

# Évaluer (et réévaluer)

Ce guide accompagne les personnes engagées dans la défense juridiques dans la conception d'une stratégie d'intervention adaptée pour promouvoir la santé publique. Il propose une analyse du contexte juridique et politique, visant à développer des approches réalisables et efficaces en matière de rédaction juridique et de litiges stratégiques. Cependant, il est essentiel de reconnaître qu'une défense juridique efficace ne suit pas un chemin linéaire. Il est nécessaire de procéder à une évaluation régulière afin de déterminer si l'évolution du contexte juridique ou politique nécessite une analyse supplémentaire pour ajuster le calcul de la faisabilité et de l'efficacité des différentes actions juridiques. De plus, les stratégies juridiques ne sont pas ponctuelles, mais s'appuient les unes sur les autres et se complètent, tout comme les stratégies complémentaires telles que la communication, afin d'obtenir un impact maximal sur la santé publique.

Par exemple, un litige peut entraîner un changement de politique en créant les conditions propices à l'adoption d'une nouvelle réglementation. Ce succès doit être suivi d'une rédaction juridique efficace de cette politique et d'efforts visant à contrôler sa mise en œuvre et à la défendre contre d'éventuelles contestations (qui pourraient donner lieu à davantage de litiges). Le plaidoyer juridique consiste en un cycle d'action, de réflexion et d'adaptation, et ce guide fournit les outils nécessaires pour appréhender efficacement ce cycle.

Pour favoriser les progrès en santé publique et prévenir toute régression, il est essentiel de réévaluer régulièrement son analyse et de réajuster ses choix d'action. Les élections, la nomination de nouveaux responsables, les ajustements budgétaires, les évolutions des programmes et priorités gouvernementales, ainsi que l'adoption de nouvelles lois, transforment le contexte national et influencent ainsi les bases de toute stratégie. Ce qui semblait le plus faisable et le plus efficace auparavant peut l'être moins aujourd'hui, ou à mesure que les étapes sont franchies, il faut réfléchir à la manière d'atteindre la suivante. Il est essentiel de reconnaître les accomplissements tout en veillant à ce qu'ils ne ralentissent pas les progrès à venir. Relancez le processus d'analyse et planifiez les prochaines étapes.

Enfin, pour être efficace, la défense juridique doit associer les principales stratégies juridiques présentées dans ce guide à des mesures complémentaires qui amplifient leurs effets et soutiennent le mouvement (notamment les acteurs du mouvement). À prendre en considération :

- Les règles de procédure et de gouvernance qui limitent l'ingérence de l'industrie et garantissent la transparence du gouvernement et la participation de la société civile au processus politique.
- Renforcer la collaboration intersectorielle afin d'apporter un soutien supplémentaire.
- Initiatives de renforcement des capacités qui forment les personnes engagées dans le plaidoyer juridique.
- Mise en place de fonds dédiés aux litiges afin de soutenir la poursuite des actions en justice.

## Introduction

1

**Analyser**

2

**Rédiger**

3

**Plaider**

4

**Évaluer**

### ÉTUDE DE CAS : ARGENTINE

#### **Perfectionner le changement - Le parcours de la loi argentine sur les aliments sains (2015-2024) :**

Un plaidoyer juridique efficace va bien au-delà de l'adoption d'une loi ou d'une victoire judiciaire : il repose sur une vigilance constante, une défense active et une capacité d'adaptation continue. L'évolution de la législation argentine en matière d'alimentation saine illustre parfaitement comment cela se traduit dans la pratique.

À l'issue d'un processus ouvert et participatif, le congrès a adopté en novembre 2021 une loi exhaustive sur l'étiquetage alimentaire, basée sur les meilleures pratiques. Des personnes expertes et des personnes engagées dans le plaidoyer, notamment FIC Argentina, Fundeps, SANAR et FAGRAN, se sont exprimés en faveur du projet de loi. La loi imposait l'apposition d'étiquettes d'avertissement bien visibles sur les aliments ultra-transformés riches en sucre, en sodium, en graisses et en calories. Elle exigeait également la déclaration de la teneur en sucre, réglementait les allégations santé et la commercialisation des aliments, tout en établissant des normes pour l'environnement alimentaire dans les écoles. Inspirée du modèle de profil nutritionnel de l'Organisation panaméricaine de la santé, la loi exigeait également la déclaration des édulcorants et de la caféine. En février 2022, le ministère de la santé et l'ANMAT, l'agence nationale de santé, ont publié des règlements d'application avec la contribution des OSC.

Cependant, ces progrès ont été menacés après l'arrivée au pouvoir du président Javier Milei fin 2023, qui avait fait de la déréglementation l'un des axes de son programme. Les autorités sanitaires ont perdu de leur influence et les OSC ont été largement exclues des discussions politiques. Face aux rumeurs de changements au niveau de la politique alimentaire, les personnes engagées dans le plaidoyer ont déposé des demandes d'informations officielles, dont la majorité sont restées sans réponse. À la fin de l'année 2024, le gouvernement a publié une nouvelle réglementation qui assouplissait considérablement les exigences en matière d'étiquetage et de commercialisation. En l'absence de possibilités de participation publique et de soutien politique en faveur de politiques alimentaires fortes, les personnes engagées dans le plaidoyer se sont tournés vers les tribunaux. L'OSC FIC Argentina et FAGRAN ont déposé des recours administratifs, arguant que ces changements constituaient une régression et violaient les droits constitutionnels à la santé et à l'alimentation.

Ces affaires sont toujours en cours, mais l'exemple de l'Argentine souligne l'importance d'un engagement juridique durable, d'une évaluation continue et d'une flexibilité pour ajuster les stratégies en fonction des évolutions politiques, afin de préserver et de renforcer les avancées en santé publique.

L'équipe juridique de GHAI, active dans diverses campagnes et programmes, offre une expertise technique spécialisée, des ressources et un soutien au renforcement des capacités. Elle accompagne les juristes, les personnes engagées dans la défense, les gouvernements et les professionnels de la santé publique dans leurs efforts pour adopter, mettre en œuvre, défendre et appliquer des politiques fondées sur des données probantes. Elle contribue également à responsabiliser les secteurs privés dont les activités nuisent à la santé, en les confrontant aux conséquences de leurs actions. Notre soutien juridique prévoit également la participation à des forums internationaux dédiés au droit, dans le but de promouvoir des communautés plus saines à l'échelle mondiale.

En savoir plus ici : [www.advocacyincubator.org/about/our-expertise/legal-litigation-strategy](http://www.advocacyincubator.org/about/our-expertise/legal-litigation-strategy).

Copyright © 2025 Global Health Advocacy Incubator (GHAI), une initiative de la Campaign for Tobacco-Free Kids. Le présent document ne peut être publié, diffusé, partagé et utilisé qu'avec une attribution complète au GHAI. Le document ne peut être modifié, adapté ou altéré de quelque manière que ce soit sans le consentement du GHAI.